http://www.mcc.asso.fr
9€ - ISSN 0223 5617
N°409
JANVIER/FÉVRIER 2011

Responsables

mouvement chrétien des cadres et dirigeants

spécial congrès Lyon 2011

DOSSIER

Inventer un avenir commun… Responsables d'une espérance durable

Sommaire

ÉDITORIAL **Faire grandir en nous l'humanité...** p. 3 • RENCONTRE avec Dominique Virey. **« Au cœur de la pâte humaine, j'ai le souci d'être présente pour tous »** p. 4 • DOSSIER **Inventer un avenir commun… Responsables d'une espérance durable.** Sommaire détaillé p. 6 • LIVRES p. 26 • LA LETTRE INTERNATIONALE N° 135 p. 28 • VISAGES Stéphane Ducloyer. p. 30 •

AGENDA

Débats Varenne

Une entreprise trop virtuelle.

Organisés par le Mouvement Chrétien des Cadres et dirigeants, l'Union des Ingénieurs des Ponts, des Eaux et des Forêts, Ponts Alliance - Association des diplômés de l'École nationale des ponts et chaussées et l'Association des cadres dirigeants pour le progrès social et économique.

Trois soirées ouvertes à tous au MCC 18, rue de Varenne :
29 novembre : la première soirée « Et qui donc est mon patron ? » s'est déroulée avec P. Izard, membre du comité exécutif de la SNCF et Xavier Guillard, PDG du groupe Vinci. Vous retrouverez un article sur cette soirée dans *La Lettre* n°5 de décembre 2010.

Mercredi 2 février 2011

de 20h à 22h

Les TIC, une servitude volontaire ?

Cette révolution sera durablement un fait dans le monde du travail. Peut-on dire qu'elle libère ou, au contraire, qu'elle contribue à asservir les cadres ?

- **Paul Jolie**, directeur adjoint des systèmes d'information au Quai d'Orsay, ancien responsable de la stratégie d'Orange mobile pour la France, polytechnicien et diplômé du Theseus Institute, ingénieur des mines, co-rapporteur du rapport de l'ACADI.
- **Jean-Baptiste Obéniche**, directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), ancien conseiller aux cabinets ministériels de Laurent Hénart, Gérard Larcher et du premier ministre Dominique de Villepin, diplômé de l'ESLSCA
- **Alexis Bougon**, Internaute émérite et étudiant, titulaire d'un master en gestion à Dauphine

Lundi 14 mars 2011

Que sont nos métiers devenus ?

Combien de pères de famille sont aujourd'hui capables d'expliquer à leurs enfants ce qu'ils font au travail ? La formation comme les parcours professionnels tendent à rendre les métiers de cadres moins lisibles.

- **Michel Klein**, directeur général de la zone Europe centrale et Europe de l'Est du distributeur français de matériel électrique Rexel, ancien dirigeant du groupe Lafarge, titulaire d'un MBA de l'ESCP-EAP et diplômé des universités de Louvain et de Munich
- **Chantal Vaysse**, PDG de JFA & Interfaces, conseil en conduite du changement dans les grandes entreprises, ancienne dirigeante de grands groupes industriels.

5-6 février 2011
Équipe nationale MCC Paris

Du lundi 30 mai 2011 au soir au dimanche 5 juin au matin : Pères en mer

Budget environ 350 euros
Inscription à J.-M. André 01 40 95 09 14, 06 25 94 62 48, jeanmichelandre@sfr.fr

Responsables

Éditeur : U.S.I.C. - 18, rue de Varenne - 75007 Paris - Tél : 01 42 22 18 56
http://www.mcc.asso.fr - journal.responsables@mcc.asso.fr
Directeur de la publication : Patrice Méheux
Rédactrice en chef : Marie-Caroline Durier
Secrétariat : 01 42 22 59 57
Comité de rédaction : Michel Badré, Anne-Marie de Besombes, Pierre-Olivier Boiton, Bernard Bougon (aumônier national), Françoise Brunelle, Philippe Coste, Jean-Luc Ménager, Antoine de Montety, Christian Sauret, Miguel Teixeira, Dominique Semont.
Graphiste : Véronique Vaude 06 16 99 88 05
Couverture : Christophe Chalier 01 48 44 56 03
Publicité : S'adresser au journal.
Impression : Color 36, 36 320 Villedieu-sur-Indre
Dépôt légal : 1e trimestre 2011 - bimestriel
Inscription CPPAP n°0412 G 81875 Membre de l'APMS

Toute reproduction partielle ou totale des articles parus dans ce numéro est interdite sans l'accord de la rédaction.

DR

Anne et Ludovic Salvo, responsables nationaux

Faire grandir en nous l'humanité...

À l'heure où nous écrivons ces quelques lignes, nous entrons dans le temps de l'Avent, dans ce temps de l'attente offert gratuitement aux hommes pressés que nous sommes, mais aussi aux hommes qui n'attendent plus rien de la vie car oubliés de nous. Temps de l'attente qui creuse en chaque homme le désir de l'autre et du tout autre, où nous nous préparons à accueillir Dieu dans nos vies, folle espérance de la Promesse qui se réalise aujourd'hui et maintenant.

Dieu nous rejoint dans nos nuits personnelles, mais aussi collectives : Où allons-nous ? Vers quel avenir ? Sur quelle terre ? Avec quels hommes ? Dans la simplicité et la pauvreté de la crèche, dans la vulnérabilité de l'enfant qui vient de naître et qui a besoin de ses parents pour vivre et grandir, Dieu a besoin de nous tous pour faire grandir en nous et entre nous l'humanité, pour faire advenir son Royaume, pour nous faire participer à sa divinité.

> « Le Christ donne à nos décisions humaines, une dimension divine (…) Il divinise ce que nous humanisons. »[1]

« Le Christ donne à nos décisions humaines, une dimension divine. En d'autres termes, il divinise ce que nous humanisons. Que voulez-vous que le Christ divinise si nous n'humanisons rien ? Si notre vie n'est pas une vie qui travaille à transformer les relations entre les hommes et entre les institutions sociales et politiques qui conditionnent ces relations ? »[1]

Des petites lumières se sont levées : des hommes réfléchissent ensemble, des hommes font autrement, inventent d'autres façons de faire, de vivre et de partager. Saurons-nous, comme ces étrangers venus de loin, voir « cette obscure clarté qui tombe des étoiles », déchiffrer les signes des temps qui nous guident en chemin ? Saurons-nous aussi, après cette rencontre, entendre cette voix qui nous invite à prendre un autre chemin pour continuer le voyage ? À prendre un autre chemin qui nous conduit à la Vie ?

À l'heure où vous lisez ces quelques lignes, nous sommes dans ce temps du congrès, de la joie des retrouvailles, de l'inattendu de la rencontre, du partage d'expériences, de la célébration de la foi qui nous anime, de la découverte et de l'approfondissement de notre mission pour témoigner de l'espérance dont nous sommes acteurs et témoins.

Nous formons le souhait que chacun d'entre nous soit, là où il est envoyé, témoin de l'Espérance qui nous habite et que le Père met en nous.

[1] *Joie de croire, joie de vivre*, François Varillon, Bayard, 1989.

RENCONTRE AVEC DOMINIQUE VIREY, SFX, FONDATRICE DU CENTRE

« Au cœur de la pâte humaine, j'ai

La Communauté apostolique Saint-François-Xavier voulait ouvrir dans la région parisienne un Centre d'Accompagnement Scolaire pour aider des enfants en difficulté et leurs familles d'origine étrangère. Dominique Virey, longtemps dans les institutions Madeleine Daniélou de Neuilly et de Passy-Rueil, a imaginé ce nouveau centre, dont la vocation est d'accueillir, après la classe et pendant les vacances, enfants et jeunes afin de les aider par le travail et le jeu à lutter contre l'échec scolaire et à se mettre debout. Actuellement, elle vit toujours à Garges, au milieu de ces familles qu'elle à appris à connaître et à aimer. Elle a accepté de revenir pour *Responsables* sur son parcours au Centre Charles Péguy.

Propos recueillis par Solange de Coussemaker,

D.R.

« Pendant trente-cinq ans, je me suis occupée des jeunes plus privilégiées, mais j'espère avoir semé en elles la vocation de partager avec leurs frères et sœurs plus pauvres.. »

Dominique Virey

CHARLES PÉGUY À GARGES-LÈS-GONESSE EN 1992

le souci d'être présente pour tous »

Responsables : *Comment êtes-vous arrivée à Garges ?*

Dominique Virey : J'ai toujours été attirée par les jeunes des milieux défavorisés ; et pourtant, quand je suis rentrée dans la communauté Saint-François-Xavier en 1956, c'est dans les collèges et lycées de Neuilly-sur-Seine et de Passy-Rueil que j'ai été affectée comme responsable de niveau, pendant 35 ans. J'ai ensuite été envoyée pour une autre mission : *« Quelle que soit votre vocation, quels que soient les travaux, les joies, les épreuves que la vie vous apportera, n'oubliez jamais qu'une petite parcelle du Royaume vous est confiée »*. En 1991-1992, mes supérieures m'ont confié la recherche de quelque chose de nouveau, d'une nouvelle implantation, différente de nos collèges Sainte-Marie et Charles Péguy. J'ai retrouvé ma vocation de favoriser des ponts entre les différents milieux sociaux. Il s'agissait de créer un centre d'accompagnement scolaire en lien avec nos anciennes, des parents des collèges de Rueil et de Neuilly et également d'autres anciens lycéens. Pendant toute l'année scolaire 1991-1992 des contacts ont été pris dans plusieurs banlieues du Nord-Est de Paris ; grâce aux Frères des écoles chrétiennes, à une assistante sociale et à un prêtre sur le terrain, c'est la ville de Garges-lès-Gonesse qui a été choisie. Le centre Charles Péguy a ouvert ses portes en septembre 1992. J'en ai assuré la direction pendant quinze ans.

Responsables : *Parlez-nous de ce centre Charles Péguy*

D. V. : Garges est une ville d'environ 40 000 habitants originaires de 60 pays différents et dans laquelle 25% des habitants ont moins de 20 ans, ce qui explique le nombre d'établissements scolaires. Nous nous sommes implantées dans le centre, à proximité de plusieurs écoles et collèges et d'un lycée d'enseignement général. Notre objectif était d'accompagner les enfants, les jeunes pendant leur scolarité, et d'accueillir les familles.

La première année nous ouvrions quatre fois par semaine après la classe pour les enfants du primaire, puis nous avons ouvert aux collégiens, lycéens, le mercredi après-midi et aux femmes pour l'alphabétisation. Nous avons très vite organisé des activités pendant les vacances. Le centre Charles Péguy occupe deux appartements F6 et accueille 150 enfants, 120 adultes et 50 accompagnateurs.

Le moment après la classe est privilégié pour apprendre la vie en société, pour faire son travail, jouer sans tricher, accepter les choix des autres, les écouter, lutter contre la violence…

Toute une équipe de bénévoles est mobilisée pour accompagner les enfants. Certains viennent deux ou quatre fois par semaine pour le travail et les jeux du soir, d'autre le mercredi et le vendredi soir, pendant les vacances. Tous ces bénévoles (de 19 à 80 ans) sont très motivés : « Le but de l'éducation, c'est d'aider l'enfant à développer tout ce qu'il porte en lui »[1]. Dès 1993-1994, il a été possible d'accueillir pendant les heures scolaires les mères qui sont venues nous trouver par l'intermédiaire de leurs enfants. Elles ont voulu apprendre le français, quelques-unes ayant déjà été alphabétisées dans leur pays, d'autres non.

Responsables : *Vous avez cédé la place de directrice du centre et vous vivez dans un appartement de Garges, en immersion. Où en êtes vous ?*

D. V. : Je vis maintenant dans un autre quartier de Garges, la Dame Blanche Nord, et je suis toujours rattachée à la communauté SFX de Rueil. J'assure une présence et je continue l'accompagnement scolaire à titre individuel ; j'accompagne parfois une famille entière et je fais de nombreuses rencontres en tous genres. Dans certains cas, l'apprentissage du français est urgent pour les familles qui souvent continuent à utiliser à la maison la langue d'origine. Seule de mon espèce dans le quartier, au cœur de la pâte humaine, j'ai le souci d'être présente pour tous, des plus jeunes aux plus âgés, y compris ceux qui sont proches de la délinquance. Le respect de chacun est très important, il est lié à la confiance et à l'amour. Ce qu'il faut, c'est « être avec », comme l'était sœur Emmanuelle, et aussi comme Armand Marquiset le fondateur des Petits frères des pauvres et de Frères des hommes. J'ai besoin de partir du réel et je fais mien ce cri de Dieu à Moïse : « j'ai vu la misère de mon peuple ». Je peux dire que je suis heureuse et que je vis ma vocation initiale. Pendant trente-cinq ans, je me suis occupée des jeunes plus privilégiées mais j'espère avoir semé en elles la vocation de partager avec leurs frères et sœurs plus pauvres.

Responsables : *Au moment de la retraite, comment regardez-vous votre œuvre ?*

D. V. : J'ai passé la main et je crois pouvoir dire que nous sommes engagés, de façon très modeste, dans un travail de longue haleine et nous ne sommes qu'une petite goutte d'eau dans un immense océan où des enfants, des jeunes et leurs parents voudraient avoir les moyens de vivre et d'être mis « debout ». ●

[1] Madeleine Danielou

spécial congrès Lyon 2011

Co-construire un nouveau contrat social 8
Jean-Paul Bouchet, secrétaire général de la CFDT Cadres, expose les changements du rôle de cadre dans l'entreprise et propose de repenser les processus de décision.

« Le corps social doit reprendre le pouvoir » 10
Philippe Crouzet, le patron de Vallourec, répond aux questions de Pierre-Olivier Boiton.

« Les lois de la République doivent s'appliquer partout » 14
Louis Besson, ancien ministre et homme politique, ardent défenseur du logement social, répond aux questions de Solange de Coussemaker.

Quand s'impose le devoir d'innover 16
Bernard Devert, président d'Habitat et Humanisme, dénonce l'immobilisme social et se positionne pour une économie sociale et solidaire.

Solidarité et Justice 18
François Soulage, président du Secours catholique analyse les différentes dimensions de la solidarité.

« Changer de modèle de développement est un devoir imprescriptible » 20
Le regard et l'appel d'un économiste, *Bernard Perret,* au changement et à l'espérance.

Les défis environnementaux : le don d'une crise 22
Jacques Haers, jésuite et professeur à l'université de Louvain, lance un appel au discernement pour sauver la terre et l'humanité.

Relire le congrès en équipe notamment avec ceux qui n'y seront pas allés 24
Vie d'équipe proposée par *Juliette et Benoît Noël* et *Christian Sauret*.

XMASBABY - FOTOLIA.COM

Inventer un avenir commun… Responsables d'une espérance durable

Voici venu le temps du grand rassemblement quinquenal du MCC ! Avec, cette année, un vaste projet qui non seulement concerne chacun – l'avenir appartient à tous – mais encore appelle tous les hommes de bonne volonté à prendre leurs responsabilités ici et maintenant pour construire le monde de demain dans un souci chaque jour renouvellé de solidarité. Solidarité dans l'espace – avec les plus démunis d'ici et d'ailleurs –, solidarité dans le temps – avec les générations anciennes et futures –. Ne retrouve-t-on pas, avec cette double dimension, le symbole de la Croix ?

Ce ne sont pas uniquement des mots… mais des actes concrets que nous sommes appelés à poser au sein des entreprises, dans nos engagements politiques, dans nos syndicats, nos associations, dans notre quotidien…

Ce dossier de *Responsables* s'appuie sur la collaboration de plusieurs intervenants du congrès dans les forums (entreprises, pouvoir/contre pouvoir, nouvelles solidarités, développement durable et bien commun…). Il permet une analyse des enjeux et propose des pistes d'action.

En ces temps de crises, financière, économique, sociale, environnementale… nous sommes contraints d'inventer des solutions nouvelles pour être du côté de la vie. Devant l'ampleur de la tâche, nous pourrions être tentés de baisser les bras, de douter…

Cet imprescriptible devoir de changement est une chance à saisir, un message d'espoir et d'espérance à comprendre et à transmettre.

Marie-Caroline Durier

spécial congrès lyon 2011

FORUM ENTREPRISE : TRAVAIL ET RÔLE DES CADRES EN RECONSTRUCTION

Co-construire un nouveau contrat social

C'est en analysant les changements dans le rôle et le travail des cadres ces dernières années et en en approchant les causes que Jean-Paul Bouchet nous propose de réfléchir sur une question centrale de notre avenir commun : Quel homme souhaite-t-on construire au travail ?

En préparant ce texte, je me suis posé cette question : si je l'avais écrit il y a dix ans, qu'aurais-je écrit de différent ? Aurais-je parlé du travail des cadres, de leur rôle, de leur fonction, dans les mêmes termes ? La réponse est non et je vais m'en expliquer. Qu'est-ce qui a donc changé de manière significative ? En quoi cela a-t-il structuré et modifié le travail des cadres, leur rôle dans l'entreprise ou l'administration ? Peut-on en cerner les principales causes ? Et, si oui, est-il possible d'agir, de reprendre du pouvoir sur le travail et de jouer un nouveau rôle et tenter ainsi de répondre à cette question : quel homme souhaite-t-on construire au travail ?

Je n'ai pas la prétention d'apporter une réponse à cette question, j'ai toutefois une certitude, cela ne pourra se faire sans les acteurs eux-mêmes, les premiers concernés. Ce ne peut être ni le monopole des employeurs et de leurs DRH, ni même celui des organisations syndicales, quand bien même celles-ci sont représentatives. Cela suppose en tout état de cause pour elles un travail d'écoute, de proximité des salariés, des cadres en particulier. C'est ce que nous avons fait à la CFDT Cadres, au moyen de différents travaux d'enquête dont je souhaite vous présenter synthétiquement les enseignements majeurs.

Des cadres investis mais exigeants

Une recherche-action a été menée par la CFDT Cadres durant 2 années d'enquête qualitative, associant syndicalistes et chercheurs (deux sociologues et un ergonome) pour donner la parole aux cadres et entendre leurs préoccupations, connaître et analyser le travail des cadres, comprendre les enjeux et apporter une réponse collective. 131 cadres (des experts et des managers) interrogés par 10 équipes syndicales d'entreprise et d'administration : Renault, Nestlé, Kéolis-Lille, Euriware, SNCF-Fret, SNCF-Bretagne, DGA-Bagneux, Inra-Bordeaux, DGI-Centrale, DGI-Créteil.

D. R.

Jean-Paul Bouchet, secrétaire général de la CFDT Cadres, directeur du système d'information, membre du bureau du conseil d'administration de l'Apec, vice-président d'Eurocadres et président d'Uni-Europa Cadres.

L'entretien d'évaluation ne suffit pas pour dire la complexité du quotidien. Le manque de reconnaissance est un sentiment partagé par tous les cadres interviewés.

Le message clé de ces travaux de recherche : les cadres sont des salariés à part entière, les cadres sont investis mais exigeants. Ils ne comptent pas leurs heures. La charge de travail est lourde. Les « temps gris », non prévus, non pris en compte, sont importants. Les batteries d'indicateurs ne rendent pas compte de la réalité du travail. L'entretien d'évaluation ne suffit pas pour dire la complexité du quotidien. Le manque de reconnaissance est un sentiment partagé par tous les cadres interviewés.

Les cadres se disent pourtant majoritairement satisfaits : plaisir, passion, défi à relever… Mais, pour maintenir la motivation au travail, trois éléments sont indispensables : la convivialité de l'équipe de proximité, la reconnaissance par la hiérarchie (notamment n+1 et n+2), le respect de l'éthique personnelle et professionnelle.

Une rupture entre direction et cadres

Les cadres se disent inquiets pour leur avenir, ont le sentiment de gérer seuls leur carrière. Ils s'interrogent sur la stratégie de leur entreprise ou de leur administration, le sens de leur investissement. Ils vivent difficilement la frénésie de la réorganisation permanente, des changements d'organisation successifs, un avenir incertain, des risques d'externalisation.

Ils constatent une rupture entre les dirigeants

et les managers de proximité, un fossé qui se creuse entre la « direction générale » et le reste des cadres, une rupture des circuits d'information. Aux uns la production et l'entreprise réelle, aux autres le mécano financier.

Ils aspirent à reconstruire des équilibres entre temps de travail et temps hors travail (personnels, familiaux, sociaux), entre contribution et rétribution, entre économique et social.

Des changements majeurs

Je disais en introduction que je n'aurais pas donné le même contenu à mon intervention il y a dix ans et ce, compte tenu d'évolutions majeures dans le monde du travail ayant eu des impacts forts sur le travail des cadres en particulier. Revenons quelques instants sur ces principales évolutions.

Le travail est aujourd'hui beaucoup plus sous tensions, sous pressions multiples. Les marges de manœuvre et leviers d'actions des cadres, managers, se sont réduites. L'individualisation croissante des modes de gestion place le seul individu au centre de tous les enjeux, parfois sans équipement. Le collectif est relégué au second plan. Un management de compétition et d'opposition prime sur un management de coopération et cela se traduit dans les systèmes d'évaluation. Internet et les technologies mobiles ont accentué la porosité des temps et des lieux du travail, pour les cadres en particulier. Le nomadisme s'est accentué. Les questions d'éthique, de responsabilité se sont invitées dans tous les débats, cela se traduit pour les cadres par une montée en puissance des dilemmes professionnels. Le rôle hiérarchique n'identifie plus le cadre ; le travail est de plus en plus en réseau, de plus en plus immatériel. Le statut cadre est questionné. Les causes de ces évolutions méritent d'être analysées, pour mieux cerner les possibilités d'action, d'infléchissement. Une financiarisation de l'économie qui a créé de la distance entre les salariés et les décideurs, les apporteurs de capital, un éloignement des décisions. Une globalisation de l'économie qui a renforcé l'éclatement des entreprises. Une « surgestion » au sens d'une « surinstrumentation » des activités de travail, par des « non-humains », les logiciels, les *work-flous,* les robots… Une « agestion » de la proximité, de la relation humaine, des relations interpersonnelles. Des TIC qui déplacent les frontières de l'espace et du temps. Est-il possible d'agir, d'infléchir ces tendances, de corriger les dysfonctionnements ?

Des processus de décision à repenser

La financiarisation de l'économie a clairement montré ses écueils, ses effets pervers, contre-productifs pour l'économie réelle, avec des conséquences sociales dévastatrices. L'économie mondiale a besoin de régulation, d'une meilleure gouvernance, le système financier international doit être encadré. Le G20 doit intégrer la pluralité des parties prenantes. Les syndicalistes à l'échelle européenne et internationale doivent peser sur les décisions de ces institutions. Au niveau « micro », ce sont les processus de décision qu'il faut repenser.

Il est plus que temps de repartir du travail, de l'activité, des salariés et de leurs compétences pour co-construire un nouveau contrat social, pour favoriser l'innovation, redonner du sens au travail, une finalité sociétale aux activités des entreprises et des fonctions publiques.

Il est plus que temps de redonner aux managers de proximité un pouvoir d'action, un équipement pour agir, exercer leurs responsabilités dans des conditions tout simplement « normales »

Il est plus que temps de négocier collectivement les règles d'usage des technologies mobiles et rappeler les droits et devoirs des acteurs, tant employeurs que salariés, en la matière.

Le tout « individu centré » n'a pas d'avenir. Le « tout collectif » sans prendre en compte la diversité des attentes, des aspirations individuelles n'en a guère plus. C'est bien dans une articulation réfléchie entre l'individu et le collectif que nous trouverons réponse à cette question : quel homme voulons-nous construire au travail ?

Il est plus que temps de repartir du travail, (…) pour redonner une finalité sociétale aux activités des entreprises et des fonctions publiques.

spécial congrès Lyon 2011

« Je crois (…) à l'intégration, par des entreprises qui ont des objectifs concurrentiels, de composantes d'environnement et de responsabilité sociale. »

FORUM ENTREPRISE

« Le corps social doit reprendre le pouvoir »

Après 22 ans chez Saint-Gobain, le patron de Vallourec, leader mondial des solutions tubulaires premium, énarque à la « fibre sociale », gère aujourd'hui un groupe de 18 600 salariés présent dans plus de 20 pays. Il revient notamment sur les notions d'« espérance » et de « responsabilité ».

Propos recueillis par Pierre-Olivier Boiton

Responsables : Que vous inspire la thématique du congrès du MCC : « Inventer un avenir commun… Responsables d'une espérance durable » ? En particulier le mot « durable ». Comment trouve-t-il sa place dans une économie de plus en plus soumise au « court termisme » et à la financiarisation ?

Philippe Crouzet : Il y a certes une couche de l'économie qui est court termiste. Mais aucune entreprise ne peut fonctionner durablement de seuls objectifs à court terme, encore plus dans des secteurs où les outils de production sont lourds, comme chez Vallourec, où nos activités s'inscrivent dans la durée. Nos usines existent depuis plusieurs dizaines d'années, nos salariés ont une ancienneté considérable. Ainsi, le DRH de notre branche allemande, bientôt retraité, qui a débuté dans notre entreprise comme apprenti à l'âge de 14 ans !

Responsables : Reste que les entreprises dépendent fortement d'une économie financiarisée…

Ph. C. : Oui, mais cette financiarisation, largement saluée, résulte aussi de contraintes nouvelles apparues ces dernières années, comme l'imprévisibilité croissante d'un certain nombre de marché. Cette volatilité n'est pas liée au fait que les gens soient tous devenus pervers et n'aient qu'une idée en tête – vendre demain matin –. Il s'agit de tensions sur les marchés de devises et de matières premières, nées de ressources rares et largement sollicitées, auxquelles ne peuvent répondre les capacités actuelles de production. Pour se protéger de ces phénomènes de volatilité absolument terribles, des instruments financiers ont été mis au point, reposant nécessairement sur une catégories d'acteurs qui, eux, sont prêts à prendre des risques. Or dans notre monde actuel, infiniment plus complexe qu'il n'y paraît, il est difficile de se représenter le fait que des gens puissent faire de l'argent à très court terme. Mais ces personnes remplissent une fonction sociale indispensable parce qu'elles prennent des risques que la moyenne des gens ne sont pas prêts à assumer. Chez Vallourec, l'un des enjeux pour notre groupe est de produire dans certaines zones monétaires et d'exporter dans d'autres. Pour éliminer le risque de change, on utilise des instruments financiers en faisant appel à des contreparties ; dans le langage courant : des « spéculateurs ». Sans ces spéculateurs, je ne pourrais pas réduire mon risque et j'exposerais la « communauté » Vallourec à des possibilités de pertes, avec toutes les conséquences sociales que cela implique.

Responsables : Autre terme-clé au cœur du congrès, l'espérance. Comment, en tant que chef d'entreprise, réagissez-vous à ce mot ?

Ph. C. : Sur un plan purement économique, le premier qui me vient à l'esprit est plutôt celui de confiance. Aujourd'hui, fondamentalement, c'est le problème numéro un de l'univers économique, financier et bancaire. Cette composante s'est évanouie, à la mi-septembre 2008, au moment où les banques ne se sont plus fait confiance entre elles. La circulation des liquidités, qui est le sang du corps économique, s'est trouvée stoppée parce que les banques ont refusé de se prêter de l'argent. Du point de vue technique, les crises de liquidité sont des crises de confiance. Dans l'espérance, il y a plus que la confiance, mais je pense qu'il n'y pas d'espérance sans un minimum de confiance. Au niveau de l'entreprise, sans parler d'espérance, je pense que l'une des responsabilités de l'entreprise est d'arriver à créer ce socle de confiance. C'est par exemple ce que l'on peut attendre de la GPEC (Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences), qui vise, en anticipation de problèmes à venir, à donner un sentiment à tous les acteurs, en particulier aux salariés, qu'on avance pas en territoire inconnu. Après, savoir si c'est de la responsabilité du chef d'entreprise d'aller y ajouter jusqu'à une dimension d'espérance…

Responsables : N'est-ce pas ensuite au politique de prendre le relais ?

Ph. C. : L'idée que le politique porte un espoir est à mon sens une idée morte. On a pu constater l'incapacité de la classe politique, tous partis confondus, à anticiper la crise, à l'analyser, à proposer des solutions dans un

Philippe Crouzet, président du directoire du groupe Vallourec, diplômé de l'ENA, promotion Droits de l'homme (1979-1981), ancien maître des requêtes au Conseil d'état, salarié de Saint-Gobain (1986-2008), dernier poste occupé : directeur général adjoint du groupe, en charge du pôle Distribution bâtiment. Depuis 2008, membre du conseil de surveillance de Vallourec (président du directoire depuis avril 2009), administrateur d'EDF et président du comité de suivi des engagements nucléaires d'EDF, fondateur et président de l'ARES (Association pour l'insertion économique et sociale). site : www.ares-association.fr

spécial congrès lyon 2011

contexte un peu nouveau. Je crois que personne aujourd'hui n'associe plus l'espérance au politique, sauf les politiques eux-mêmes, dans leur discours.

Responsables : Même Barack Obama, que vous aviez rencontré en 2010 lors de l'inauguration d'une de vos usines dans l'état de l'Ohio ?

Ph. C. : Il était le dernier à incarner cette espérance, et il l'a payé cher aux élections américaines de mi-mandat. Il a beaucoup misé sur un discours d'espérance, ce qui dans son cas avait bien sûr une justification particulière symboliquement forte : l'élection d'un Afro-Américain à la tête du pays. En Europe, on a des politiques qui portent un discours de raison, mais pas d'espérance. Ce qui ne veut pas dire que l'espérance ne puisse pas être portée par d'autres. Mais je ne pense pas que ce soit non plus à l'entreprise de l'assumer.

Responsables : Tout de même, le projet d'entreprise ne peut-il pas se retrouver dans un projet de société plus global ?

Ph. C. : Un certain nombre d'initatives peuvent se construire là-dessus, parce qu'il y a aujourd'hui des opportunités, notamment en matière de développement durable. Mais reconnaissons que le fait de monter des projets dédiés au développement durable, ne recherchant pas nécessairement la rentabilité et soutenus par des aides reste l'apanage des pays riches. L'investissement socialement responsable existe, mais comparé à l'ensemble des investissements, reste marginal. Je crois par contre beaucoup plus à l'intégration, par des entreprises qui ont des objectifs concurrentiels, de composantes d'environnement et de responsabilité sociale. Tout simplement parce que l'on y est de plus en plus conduit par un système de « pinces ».

Responsables : Concrètement, quelles sont ces « pinces » ?

Ph. C. : À ce niveau, je ne crois pas trop à la force des investisseurs, car il y a le risque d'agir avant tout pour se donner bonne conscience. Je pense ici plutôt aux salariés, notamment les jeunes générations, qui ont des exigences, en particulier en matière d'environnement ou de gestion humaine (attention aux minorités, parité dans l'entreprise…). Ainsi qu'aux clients et aux consommateurs, qui deviennent de plus en plus sensibles à ces thématiques et en font des critères d'achat. Cet impact est considérable : les campagnes d'information ciblant une entreprise qui aurait des faiblesses sur ces sujets-là rencontrent un écho très fort dans l'opinion publique. Il y a toujours des risques de manipulation, mais si les gens sont honnêtes, ont une orientation sociale correcte, je pense qu'on a là un levier qui est réel. C'est ainsi que je vois le mouvement se dessiner. C'est un peu décalé par rapport au discours général mettant en avant les sociétés qui se sont exclusivement bâties sur des projets de type « responsabilité sociale ». C'est bien, mais le plus intéressant, c'est comment les entreprises traditionnelles évoluent dans cette direction-là.

Responsables : Il existe une perte de confiance et d'adhésion du citoyen vis-à-vis des grands corps constitués (état, parti politique, syndicat, Églises, etc.) . On a parfois l'impression que l'entreprise – avec peut-être le tissu associatif – reste le seul vecteur d'intégration économique et sociale…

Ph. C. : L'entreprise n'est pas épargnée par les discours de milieux parfois « bien-pensants » (médias, politique…), mais c'est vrai qu'elle reste une collectivité humaine avec un cadre qui propose une certaine durabilité et une capacité d'évolution, comparé à d'autres cadres sociaux en déclin (militantisme politique, engagement syndical, etc.). Le monde associatif résiste bien lui aussi, car il s'appuie sur un cadre simple, flexible, créatif.

Responsables : Autrefois, le contrat qui liait patron et salarié pouvait se résumer à « échanger sa force de travail (physique ou intellectuelle) contre rémunération ». La nature de ce contrat a-t-elle évolué ?

Ph. C. : Cela reste bien sûr un échange entre rémunération et travail, mais les conditions de mise en œuvre de son travail par le salarié et ses finalités sont infiniment plus explicites qu'elles ne l'étaient avant. Désormais, on est

Les campagnes d'information ciblant une entreprise qui aurait des faiblesses sur ces sujets-là (sociaux et environnementaux) rencontrent un écho très fort dans l'opinion publique.

dans une relation où on doit beaucoup plus expliquer ce qu'on attend des gens, dans quel cadre cela s'inscrit et justifier les moyens que l'on met à disposition pour obtenir cela. Ce que les salariés attendent de nous aujourd'hui, c'est qu'on ait à leur égard une attitude responsable, et ici l'on rejoint bien la thématique de votre congrès. Ça commence par le fait de leur dire la vérité. Il y a un degré de transparence beaucoup plus important qu'avant sur ce qui se passe, ce pour quoi on fait les choses, ce qu'on cherche à obtenir des uns et des autres, ce que l'on est prêt à mettre à disposition pour atteindre les objectifs, etc. Je pense que si l'entreprise a moins perdu en crédibilité que d'autres institutions, c'est parce qu'elle s'est quand même adaptée sur ce terrain-là. Je ne dis pas que tout est parfait, loin de là, mais l'attitude vis-à-vis des collaborateurs est beaucoup plus responsable qu'auparavant.

Responsables : Dans et en dehors de votre entreprise, vous êtes reconnu pour votre « fibre sociale ». À quoi attribuez-vous celle-ci ?

Ph. C. : J'ai eu la chance de recevoir des talents. Quelque part, je me dois d'en restituer un peu, dans l'entreprise ou au sein d'autres activités non rémunérées, parce que la vie en société réside dans cet échange : recevoir et donner, mettre à disposition ou rendre à la collectivité ce qu'elle a offert. Ce sont des choses que je ressens assez fortement. Par ailleurs, il y a beaucoup d'injustices, de choses mal faites, que l'on a la possibilité de corriger dans le cadre de l'entreprise. C'est un des charmes de celle-ci, de fixer des règles et des normes qui sont assez fortes, tout en laissant énormément de place à la diversité dans la manière de faire son travail. Il existe mille façons de diriger une usine, et toutes peuvent être efficaces. Dans ce cadre-là, on peut contribuer à résoudre un certain nombre de situations « anormales » ou « injustes », pour reprendre un terme qui n'a une coloration ni politique ni exclusivement chrétienne.

Responsables : Au fond, pourquoi avoir accepté de participer au congrès du MCC ?

P. C. : Je pense que dans la société française, il n'existe plus assez de lieux où l'on confronte

La vie en société réside dans cet échange : recevoir et donner, mettre à disposition ou rendre à la collectivité ce qu'elle a offert.

et l'on échange sur des thèmes de société. Je suis d'une génération où cela se pratiquait beaucoup, à l'université, dans les journaux, au sein des partis politiques ou des clubs professionnels. Aujourd'hui, cela a pratiquement disparu : les intellectuels ont quitté le devant de la scène au profit d'une télévision berlusconienne, les journaux se meurent et les partis politiques sont au service d'ambitions individuelles. Il faut absolument que le corps social français reprenne le pouvoir. Je trouve intéressant que vous, et d'autres, en brassant les milieux et les idées, favorisent ces échanges… C'est ce qui manque cruellement à la société française.
Ce que vous faites participe d'un mouvement appelé à produire de la norme sociale. Bien souvent, cela s'inscrira dans des chartes et portera le nom d'« éthique », mais pour cela il faut d'abord que le corps social produise quelque chose qui soit vécu comme une nécessité et qui soit soutenu. Je ne me situe pas dans le camp des utopistes mais de ceux qui, derrière, font la voiture-balai et ramassent ce qui, dans ces utopies, peut s'avérer utile en entreprise ou dans la vie associative. Ce qui est important et intéressant, dans votre démarche, c'est d'arriver à créer – à partir d'un point de vue chrétien, qui est parfaitement légitime –, des amorces de normes sociales ou comportementales, appelées à se généraliser progressivement dans notre société et ailleurs sur la planète…●

Ce qui est important et intéressant, dans votre démarche, c'est d'arriver à créer (…) des amorces de normes sociales ou comportementales, appelées à se généraliser progressivement dans notre société et ailleurs sur la planète…

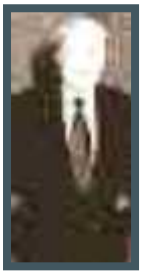
spécial congrès Lyon 2011

FORUM POUVOIR/CONTRE-POUVOIR

« Les lois de la République doivent s'appliquer partout »

Ancien député, ancien ministre, ancien maire, Louis Besson[1] est un homme politique qui a toujours travaillé pour plus de solidarité et de justice sociale, notamment dans le domaine du logement à travers les lois dites Besson dont il est à l'origine, imposant entre autre 20% de logements sociaux dans les communes urbaines et la réservation d'espaces pour les gens du voyage… Il a bien voulu répondre aux questions de *Responsables*.

Propos recueillis par Solange de Coussemaker



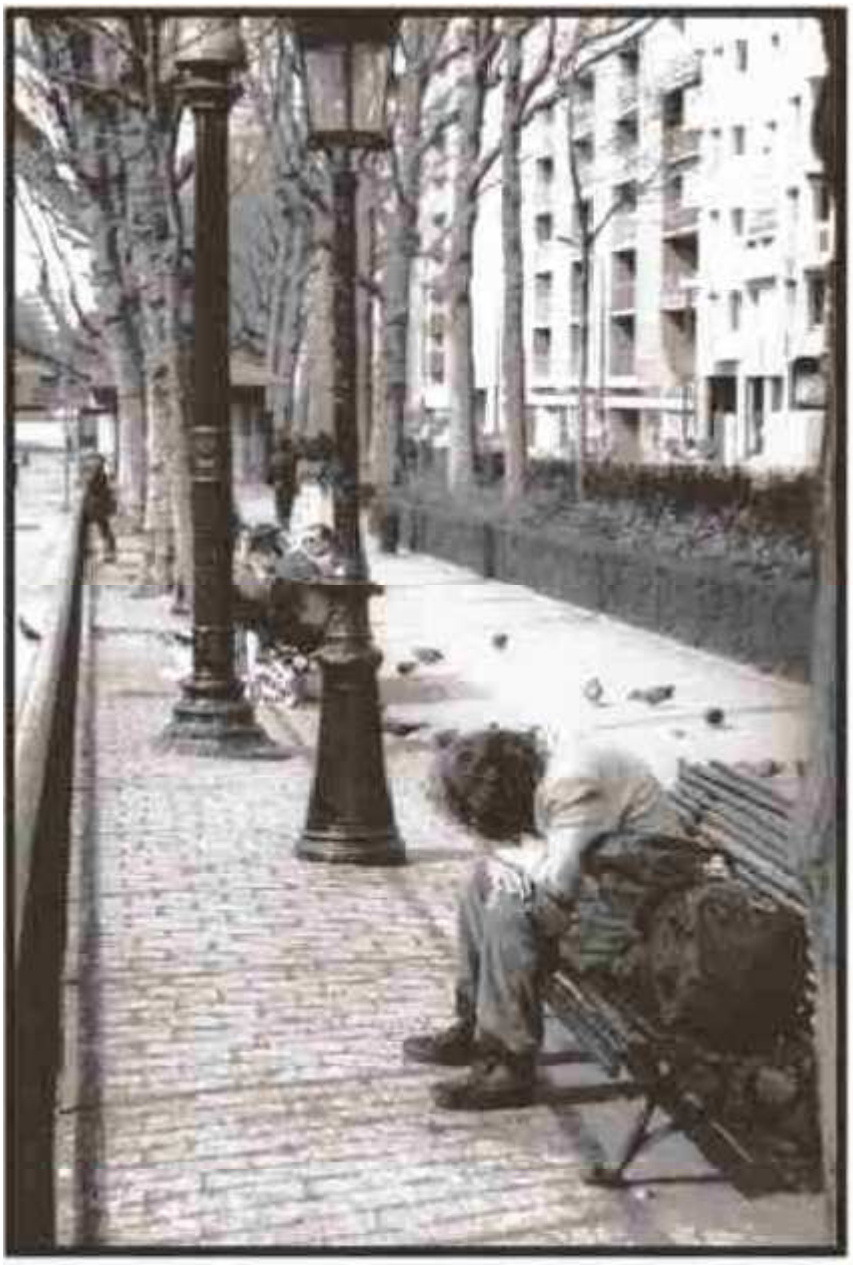
Responsables : Monsieur le ministre, comment vous définissez-vous ?

Louis Besson : Je suis un militant, ni technocrate, ni intello, même si j'ai un diplôme de Sciences-Po obtenu en travaillant. À ce titre, je ne sais pas si je serai à la hauteur de vos attentes. Au début j'ai fait du bricolage, je me suis formé sur le terrain. J'ai eu 20 ans en 1957, à l'époque des négociations relatives aux conflits de la décolonisation.

Responsables : Parlez-nous de votre action politique.

Louis Besson : Vous me posez la question au bon moment ; toute cette année j'ai été sollicité pour évoquer ce dans quoi je me suis investi sur le plan législatif. On peut parler d'après-vente, 35 ans après la loi sur le handicap (1975). Dès le début, la loi prévoyait un lieu où l'on présentait les textes aux acteurs dans ce monde associatif très dense et très complexe. Avec les années, l'instance a été désertée par les associations qui se voyaient éconduites à cause de leur manque de pragmatisme. Je suis parvenu à faire repartir cette structure. J'ai mesuré à cette époque la difficulté de faire le lien entre le législateur et les usagers.

Je pourrais aussi parler des vingt ans de



DANIEL PRESONDES - FOTOLIA.COM

la loi sur le logement social et des dix ans de celle sur les gens du voyage. En lien avec le Comité pour le logement des défavorisés avec l'abbé Pierre et Geneviève de Gaulle, j'ai toujours eu à œuvrer pour l'application des lois que j'avais fait voter. Je suis donc aujourd'hui enlisé dans tout ce que j'ai pu faire durant ma vie politique, au moment où ces questions redeviennent cruciales avec la crise.

Mon action politique a été aussi locale. J'ai été, durant 24 ans, maire de la commune dans laquelle je suis né. Le jour où j'ai été sollicité par des militants perturbés par le score de Le Pen à Chambéry, j'ai été acculé et j'ai accepté de me présenter dans cette ville ; c'était en 1988. Au début j'ai souffert de n'être pas en contact avec tout le monde comme dans une petite commune. Je me suis battu auprès des ministres de la ville successifs pour faire reconnaître les quartiers. La loi sur les conseils de quartier en 2002 a permis de constituer six quartiers à Chambéry et six conseils de quartiers. Hier soir 300 personnes témoignaient de cette expérience.

Responsables : Quel est votre message aujourd'hui ?

Louis Besson : Je l'exprime dans un récent éditorial dans lequel je fais état de mes convictions, ce qui revient à mettre en cause les maires de communes qui ne respectent pas les exigences en matière de logement social ou d'aires de gens du voyage. Par ces lois que j'ai impulsées, notre pays s'est doté en une vingtaine d'années d'un véritable arsenal pour que ses juridictions puissent prononcer incriminations et sanctions en matière de discriminations. Malgré cela, l'inaction, pour peu qu'elle soit discrète – voire silencieuse et obstinée - reste toujours impunie. Pour moi, ne pas amorcer un rapide rattrapage du déficit constaté en emplacements destinés à accueillir les familles de voyageurs, c'est se rendre complice d'une inapplication et donc d'un viol de la loi entraînant un accroissement des exclusions. Je m'insurge contre les non-dits des maires qui veulent choisir la population qui s'installe dans leur commune. Certains disent que je suis l'enquiquineur des maires. Aujourd'hui, il me semble qu'il faut sans tarder faire des exemples, là où les situations sont les plus insupportables ; on démontrera ainsi que les lois de la République doivent s'appliquer partout.

Responsables : Comment voyez-vous les défis que le monde doit relever ?

Louis Besson : Notre grande difficulté, face aux difficultés de notre époque, est de relier action individuelle, action locale, action de groupe et action politique. Il faut bien comprendre qu'on a toujours quelque chose à faire là où on est, qu'on n'est pas condamné aux actions velléitaires. Je puise parfois des idées très simples chez des Africains comme ce maire exceptionnel d'une commune du Burkina Fasso, qui a eu le courage de se positionner fermement face à Thomas Sakara dans le but de contribuer à une révolution sans armes et sans larmes. Il a créé des ateliers artisanaux dans lesquels il a enrôlé 500 000 Burknabés à qui il a appris à se débrouiller dans des situations précaires.

Responsables : Où puisez-vous cette force qui vous anime ?

Louis Besson : J'ai commencé à militer avant l'âge de vingt ans et j'y ai cru très profondément dès le début, en pleine guerre d'Algérie. C'est la vie qui vous place dans des situations de faire quelque chose ; j'ai commencé en diffusant les Cahiers de Jean Muller pour l'abolition de la torture. Mon engagement a été total, je travaillais 60h par semaine, comme les gens qui ont la foi. Moi-même, j'ai été élevé chrétiennement, mais je n'ai plus la foi. Nous avons perdu un enfant après six ans de soins, ma femme a continué mais moi, je ne n'accepte pas le mal et la souffrance des enfants. J'ai vite des choses qui me dépassent, mais pour moi l'indignation n'est qu'une étape et il faut passer à l'action pour ne pas prêcher dans le désert. L'insupportable me fait réagir. Depuis peu j'ai abandonné quelques-uns de mes mandats, parmi lesquels la mairie de Chambéry, mais je m'investis encore beaucoup. ●

[1] **Louis Besson**, a été député, ministre de l'équipement et maire de Chambéry. Il a principalement travaillé autour des questions du logement.

Pour moi, ne pas amorcer un rapide rattrapage du déficit constaté en emplacements destinés à accueillir les familles de voyageurs, c'est se rendre complice d'une inapplication et donc d'un viol de la loi entraînant un accroissement des exclusions.

spécial congrès Lyon 2011

FORUM NOUVELLES SOLIDARITÉS

Quand s'impose le devoir d'innover

Ne touche pas à mon pays, s'écrient les uns. Ne touche pas à « mes potes », répliquent les autres. Ou encore ne touche pas à mes acquis. Sans trop s'apercevoir que le monde change et qu'à vouloir tout conserver, la société se fige et se paralyse…

Ne rien toucher ! Notre culture serait-elle faite de souvenirs ? Il n'y a pas d'innovation sans courage et pas d'avancées sans accepter de risquer. La peur, mauvaise conseillère, plaide pour l'immobilisme. Mais est-ce cela vivre ?

Qui ne perçoit pas le découragement de beaucoup devant trop d'injustices entretenues par un manque de darté, parfois de clairvoyance, sur les enjeux de société ? L'heure vient où il s'agit moins de se protéger que de toucher juste.

Une nouvelle manière d'« entreprendre »

Aujourd'hui, une ouverture s'opère avec l'économie sociale et solidaire. Elle apparaît moins atypique et marginale que par le passé : elle trouve des synergies avec l'économie traditionnelle dont nombre de dirigeants sont attentifs au partage (cf. Action Tank Entreprise et Pauvreté mise en œuvre sous l'égide d'HEC avec Martin Hirsch, Muhammad Yunus et des dirigeants de grandes entreprises comme Danone, EDF, Lafarge, St Gobain, Schneider Electric.). La crise financière avec ses graves impacts sociaux n'est pas étrangère à cette recherche d'un « autrement » dans l'acte d'entreprendre ; les « défricheurs d'humanité » sont plus nombreux que nous le croyons. Car l'humanisme est un combat qui ne se perd pas dans l'attente du « grand soir » ou de vaines illusions ; il s'agit de construire.

L'enseignement social de l'Église est l'aiguillon de notre réflexion avec l'encyclique de Benoît XVI *Caritas in Veritate*. Ne demande-t-il pas (§ 38) que l'on donne « forme et organisation aux activités économiques qui, sans nier le profit, entendent aller au-delà de la logique de l'échange et du profit comme but en soi ? Il poursuit (§ 46): « il s'agit là d'une nouvelle réalité…qui n'exclut pas le profit mais le considère come un instrument pour réaliser…des objectifs d'humanisation du marché et de la société. » Benoît XVI ne donnerait-il pas ici la définition de la finance solidaire ?

Accompagner ceux qui se lancent

Cette nouvelle finance peut renouveler bien des pratiques à un moment où les finances

D.R.

Bernard Devert est un agent immobilier devenu prêtre. Il a fondé le mouvement Habitat et Humanisme en 1985 afin de venir en aide aux personnes mal logées. Membre du Haut commissariat au logement, il est un acteur incontournable de l'habitat social.

Quand s'atténue le soutien des plus fragilisés, quelle solidarité la société civile peut-elle faire apparaître sans dédouaner l'état de ses fonctions régaliennes mais aussi de régulation ?

publiques semblent atteindre leurs limites. Où les acteurs de la solidarité sont confrontés, eux aussi, à de plus grandes difficultés à cause de l'aggravation de la précarité.

Sans doute, cette perspective intégrant activité économique et finalité solidaire peut entraîner des dérives ; l'un des deux objectifs ne risque-t-il pas de l'emporter sur l'autre ? Loin d'être des « équilibristes » ne faut-il pas rechercher les conditions de ce difficile exercice qui appelle au minimum deux exigences. Celle d'accompagner les dirigeants des entreprises portant cette ambition, parce qu'ils sont habités par la recherche de l'intérêt général. Et celle de créer et encourager des lieux de partage des savoirs et des pratiques, soutenus par un mécénat de compétence en forme de laboratoire pour éveiller les initiatives nécessaires au recul de l'exclusion et des précarités.

Les ouvertures sociales relevées ne sauraient occulter les dommages de la financiarisation de l'économie et les inquiétudes nées du recul de « l'état-providence ». Quand s'atténue le soutien des plus fragilisés, quelle solidarité la société civile peut-elle faire apparaître sans dédouaner l'état de ses fonctions régaliennes mais aussi de régulation ? Face à la cohésion sociale en souffrance s'impose le devoir d'innover. Telle est l'action qu'essaye de mettre en œuvre Habitat et Humanisme.

La dictature inacceptable des prix

Les médias sont unanimes pour dénoncer la flambée des prix du logement. Les plumes fussent-elles de droite ou de gauche la stigmatisent, non sans justesse, comme « folie » ou « sommet du délire ». De nouveaux records : au 3ème trimestre la hausse est en 2010 de 8,6 %, 12,6 % en Île-de-France et 13,6 % dans Paris intra-muros où le prix moyen dépasse désormais les 7000 euros le m².

L'inquiétude étreint bien des familles. Les pauvres déjà largement exclus, voici que les classes moyennes connaissent une angoisse plus prégnante que nous le pensons.

Nous assistons à une dictature inacceptable des prix qui ne sont plus corrélés avec les revenus du travail. Interrogeons-nous sur l'attention portée aux jeunes et aux couples qui se forment sans parvenir à trouver de logement, ou encore à ceux qui à l'heure de la retraite n'ont plus les ressources nécessaires pour garder leur appartement. Dominique Versini, défenseure des enfants, ancienne secrétaire d'état chargée de la précarité et de l'exclusion, souligne que la pauvreté des enfants et de leurs familles n'intéresse guère l'état.

La possession peut déliter les liens sociaux

L'état a sa responsabilité mais nos comportements individuels ont aussi la leur. Aveuglement qui fait que l'on ne sait plus regarder pour ne voir que soi. Où va-t-on quand l'arrogance de la possession délite les liens sociaux ?

Que d'élus, responsables d'association, citoyens, sont inquiets, constatant que les logements neufs, fussent-ils construits par les bailleurs sociaux, ne sont plus accessibles à ceux qui ont de faibles ressources. Ne serions-nous pas tombés sur la tête ? Sûrement.

Toute dictature entraîne des exils ; celle des prix ne fait pas exception. Une telle situation est semence d'une révolte qui parfois, déjà, gronde. Il faut agir auprès des pouvoirs publics avec les trois objectifs : modifier, pour son 10e anniversaire (13 décembre 2000), la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (S.R.U). Il convient de saluer son auteur Louis Besson pour être un grand maitre d'œuvre de la mixité sociale. Cette loi a porté des fruits ; l'heure vient où elle doit être applicable à toutes les communes sans dérogation.

Intensifier la ville. Les Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.) dans le continuum des dispositions de Christine Boutin et Jean-Louis Borloo devraient augmenter de 25% à 30% les droits à construire en les affectant strictement à des financements très sociaux, maintenir les aides fiscales pour le seul logement abordable aux personnes fragilisées : familles monoparentales, jeunes et personnes âgées en vue d'un habitat adapté facilitant leur maintien à domicile.

L'avantage fiscal doit impérativement avoir une contrepartie sociale. De telles perspectives n'offriraient-elles pas que les chances des cimes l'emportent sur les risques de l'abîme qu'entraîne inexorablement ce sommet des prix ?

spécial congrès Lyon 2011

FORUM NOUVELLES SOLIDARITES. LES ENJEUX MAJEURS DE LA SOLIDARITÉ EN 2011

Solidarité et Justice

Même si elle apparaît en titre dans beaucoup de politiques publiques, la solidarité n'est pas la valeur dominante des pratiques quotidiennes dans la France de 2011. Elle apparaît sous trois dimensions essentielles : la solidarité intergénérationnelle, la solidarité internationale et la solidarité territoriale.

La solidarité intergénérationnelle constitue la question centrale autour du financement de la protection sociale et en particulier des retraites. Mais c'est aussi un changement profond dans les relations financières entre générations. De plus en plus souvent, les parents sont à la fois aidants pour leurs ascendants et pour leurs descendants. Les générations nées avant 1930 ont en moyenne des retraites faibles Celles nées jusqu'en 1960 ont pu connaître des conditions d'emploi très favorables, en particulier en matière de stabilité d'emploi. La génération des trente glorieuses arrive à l'âge de la retraite avec une situation financière extrêmement favorable en particulier en matière immobilière, comparée à celle des générations antérieures et postérieures.

Une profonde injustice

Or le financement des retraites repose sur les générations actuelles qui ne connaitront pas la même situation favorable que la nôtre. Il suffit d'observer l'âge moyen auquel les jeunes accèdent aujourd'hui à leur premier CDI, de comparer les salaires moyens à l'entrée dans la vie active, ou encore le nombre de carrières incomplètes que va engendrer le morcellement de la vie professionnelle.

La génération qui arrive à l'âge de la retraite a été celle qui a vécu, sur le plan du travail, la plus grande mutation avec la fin de la période de plein emploi massif, la montée de la mondialisation, le recul rapide de l'activité industrielle. Mais elle n'en a pas subi pleinement tous les effets. C'est la génération de ses enfants, nés après le premier choc pétrolier en 1973, qui vivra pleinement cette révolution. Mais elle n'occupe pas les postes de responsabilité.

François Soulage, président national du Secours catholique.

Il y a une profonde injustice qui nous impose de revoir nos systèmes (de protection sociale) dans le sens d'une plus grande solidarité.

Il y a une profonde injustice qui nous impose de revoir nos systèmes dans le sens d'une plus grande solidarité.

Dans cette réflexion, deux questions essentielles se posent : sommes-nous prêts à sacrifier une partie de notre confort au profit de ces jeunes générations ? Avons-nous envie de « laisser la place » ?

Un nouvel équilibre du monde

Au cours des dernières années, et tout particulièrement depuis 5 ans, l'équilibre politique et économique du monde a beaucoup évolué. La question des solidarités internationales se pose en des termes nouveaux. Les zones géographiques qui tirent la croissance ont changé. Désormais les regards se portent vers l'Orient, et particulièrement la Chine, mais aussi les pays proches comme l'Indonésie, la Thaïlande et autres dragons asiatiques, ainsi que l'Inde. L'Amérique latine, avec le Brésil et ses ressources agricoles et minérales, occupe une place croissante dans les relations internationales.

À l'inverse, ou en contraste, deux régions semblent rester en arrière de ce grand mouvement : le Moyen-Orient et l'Afrique, même si à l'intérieur de ce continent les situations sont très diverses entre les zones sub-sahariennes et les autres.

C'est de ces deux régions du monde que proviennent les immigrés qui veulent entrer en Europe. Cela s'explique par la pauvreté et l'incapacité pour des personnes ayant un minimum de formation d'envisager leur avenir dans leur pays d'origine. Elles fuient des pays corrompus, des conflits armés et ethniques.

Le principe de fraternité

Les chrétiens affirment la nécessité de l'accueil inconditionnel des personnes présentes sur le territoire, qu'elles soient en situation régulière ou non, au nom du principe de fraternité. Tout homme, nous redit l'Évangile, est notre frère aux yeux de Dieu. Il doit être traité en égale dignité. Mais cela ne signifie pas pour autant que les frontières doivent être ouvertes à tout venant. « La France ne peut accueillir toute la misère du monde… mais elle doit en prendre sa juste part ». Cette question de la « juste part » doit être posée à l'échelle de l'Europe et, en tout premier lieu, au sein de l'espace Schengen. On ne peut se contenter du principe d'une immigration choisie. Elle répond à nos besoins et non aux leurs, ce qui, pour nous chrétiens, est le contraire de la fraternité. Par ailleurs elle risque de conduire à accélérer le départ des personnes les mieux formées en remettant en cause les possibilités de développement endogène des pays d'émigration.

Trois questions se posent ici : quelle est la place de « l'étranger », fut-il de nationalité française, dans nos communautés de vie, nos quartiers et quel accueil fait-on à la mixité sociale dans le logement, l'enseignement ? Voulons-nous ouvrir le débat sur la « juste part » ? Croyons-nous possible d'orienter l'aide internationale vers un développement autonome des pays d'émigration, en luttant contre les paradis fiscaux et les détournements de richesses ?

Être solidaire ici même

La solidarité territoriale est une question assez nouvelle, et de fait peu étudiée. Les mutations très rapides des modes de production, privilégiant désormais les productions immatérielles, les progrès de la mondialisation, la technicité croissante des métiers ont provoqué des désastres économiques et sociaux dans de nombreuses régions de tradition industrielle. La crise économique de ces dernières années a aggravé la situation. Les usines fermées à la suite de la crise ne rouvriront pas et les emplois perdus au cours de ces dernières années ne seront pas retrouvés.

On assiste ainsi à un nouvel exode vers les villes les plus importantes et à une paupérisation de l'espace rural, désormais occupé par des travailleurs urbains ayant cherché à se loger dans des conditions économiques acceptables et qui sont touchés par le chômage.

« L'immigration choisie » risque de conduire à accélérer le départ des personnes les mieux formées en remettant en cause les possibilités de développement endogène des pays d'émigration.

Dans le même temps, au nom de la réduction des dépenses publiques, ces espaces sont de plus en plus désertifiés par les équipements publics, rendant les conditions de vie difficiles pour des personnes déjà touchées par la crise.

Cette forme de solidarité s'applique aussi à l'Europe au sein de laquelle cohabitent des pays et des régions ayant des degrés de développement très divers. Comment faire exister une Europe solidaire dans le monde ?

Un combat pour la justice

Il reste une question essentielle, celle de l'attitude de chacun d'entre nous à l'égard de son prochain. La solidarité doit aller de pair avec le combat pour la justice. Nous reprenons ici la pensée de Benoit XVI dans sa dernière encyclique. Le combat pour la justice est de donner à chacun ce qui est sien, le combat pour la charité est de lui donner ce qui est mien. Mais le premier combat est celui pour la justice.

Usch Hering - Fotolia.com

La génération des trente glorieuses arrive à l'âge de la retraite avec une situation financière extrêmement favorable en particulier en matière immobilière, comparée à celle des générations antérieures et postérieures.

spécial congrès Lyon 2011

ERMESS - FOTOLIA.COM

L'humanité consomme et détruit plus que la terre n'est capable de produire et de régénérer, mais les conséquences qu'on en tire ne sont pas à la hauteur du péril.

UN APPEL À L'ESPÉRANCE D'UN ÉCONOMISTE

Changer de modèle de développement est un devoir imprescriptible

Nous sommes confrontés à de multiples crises (financière, économique, sociale...), mais la plus grave pour l'avenir reste la crise écologique. Face à ce défi, un double impératif de responsabilité et d'ouverture à l'espérance s'impose à nous.

La plupart des clignotants sont au rouge : climat, biodiversité, artificialisation et érosion des sols, gestion de l'eau, pollutions chimiques, il n'est pas un seul de ces domaines où l'on puisse faire état d'évolutions positives. L'humanité consomme et détruit plus que la terre n'est capable de produire et de régénérer. Ce fait est connu et amplement médiatisé, mais les conséquences qu'on en tire ne sont pas à la hauteur du péril. La crise économique, certes, n'arrange pas les choses. Nous sommes pris entre deux maux qui paraissent appeler des remèdes contradictoires : consommer plus pour

D. R.

Bernard Perret, ingénieur et socio-économiste, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), enseignant à l'Institut catholique de Paris, chroniqueur à *La Croix* et membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*. Ses thèmes de recherche portent sur l'évaluation des politiques publiques, les indicateurs sociaux et de développement durable, la sociologie et l'anthropologie économique, le travail et l'emploi, les questions sociales, la gestion publique, l'épistémologie, les questions spirituelles et religieuses.

ROMAN MILERT - FOTOLIA.COM

relancer la croissance ou consommer moins pour économiser l'énergie.

La technique ne suffit pas

Les pouvoirs publics misent sur la « croissance verte », c'est-à-dire sur un ensemble d'innovations permettant de « découpler » la croissance, la consommation des ressources rares et les atteintes à l'environnement. Or, la « productivité des ressources », c'est-à-dire le quotient entre la production et les ressources naturelles consommées à cette fin (mesuré en euros par kilo) n'a progressé que de 20% de 1990 à 2007. C'est très insuffisant pour avoir des chances de ramener notre empreinte écologique à un niveau acceptable pour la planète. Il faut le dire clairement : il n'existe pas de solution purement technique aux problèmes écologiques. L'idée que l'on pourrait s'en sortir en injectant des technologies « propres » dans un modèle de développement foncièrement destructeur ne tient pas la route. Produire autrement – avec des énergies renouvelables, des véhicules électriques, etc. - ne dispensera pas de consommer et vivre autrement.

En équilibre avec la nature

La raison économique ne suffit plus, parce qu'elle est incapable de donner toute sa valeur au long terme et qu'elle ignore la nature. Pour imaginer ce que pourrait être un développement vraiment durable, il faut prendre en compte le fait que l'économie n'est qu'un sous-système de l'écosystème planétaire. Si nous voulons vivre en équilibre avec la nature, il faut apprendre à respecter ses lois. Celles-ci peuvent être résumées par quelques grands principes : parcimonie, économie d'énergie, utilisation de ressources renouvelables (notamment en matière d'énergie), recherche de processus cycliques auto-entretenus (éco-conception, réparation, maintenance), recyclage des déchets en « boucles courtes », recherche systématique d'interdépendances mutuellement avantageuses, traitement de l'information et maîtrise de la complexité, primat de la fonction sur la structure matérielle.

la démarchandisation à l'ordre du jour

Pour se conformer à ces principes, il faudra privilégier un développement plus qualitatif fondé sur la culture et les relations humaines et, d'autre part, apprendre à coopérer et à mutualiser les biens matériels. Cela n'ira pas sans une culture de la copropriété responsable et de la gouvernance collective. Il faut refuser la décroissance, qui signifierait que l'humanité a renoncé à progresser, mais la démarchandisation est bel et bien à l'ordre du jour. Il faut chercher à améliorer nos conditions d'existence en se libérant de la fascination des objets. Les pratiques d'auto-partage et de covoiturage fournissent une bonne image de ce vers quoi il faut aller. L'une des conditions pour rendre compréhensible et acceptable cette nouvelle orientation du développement social est de se donner de nouveaux critères de mesure de progrès humain. Naguère confiné à d'étroits cercles d'experts et de militants, le débat sur les « nouveaux indicateurs de richesse » est désormais sur la place publique. La création en 2008, à l'initiative du Président de la république, d'une « commission sur la mesure de la performance économique et du bien-être » présidée par le prix Nobel Joseph Stiglitz – et comptant parmi ses membres un autre prix Nobel, Amartya Sen – souligne l'actualité de cette question.

Oser l'utopie

Mais la question du bien-être et de la qualité de la vie ne doit pas occulter celle du sens. Les nouvelles valeurs qu'il faudra cultiver – modération, frugalité, respect, sens du travail bien fait, harmonie avec la nature, autonomie, estime de soi, partage, contemplation, amour de la création – ne s'épanouiront qu'en lien avec une perspective éthique et spirituelle. Le premier motif pour changer de modèle de développement est un devoir imprescriptible de solidarité avec les générations futures. Il faut oser se placer sur le terrain de l'utopie, mais l'utopie elle-même n'a de sens que si elle ouvre sur un avenir inconnu, c'est-à-dire sur l'espérance religieuse.

spécial congrès Lyon 2011

FORUM DÉVELOPPEMENT DURABLE ET BIEN COMMUN

Les défis environnementaux : le don d'une crise

Le mot crise vient du grec, un mot qui veut dire qu'il faut se décider, qu'il faut faire un discernement. Une crise, c'est une menace, mais c'est aussi une opportunité pour prendre des décisions cruciales. Une crise peut être un don parce qu'elle nous permet de changer, de devenir autres, de trouver en nous-mêmes les ressources pour nous changer et changer dans un sens positif la terre que nous habitons. C'est un don qui oblige à nous engager, un don qui coûte quelque chose !

D. R.

Jacques Haers s.j. est professeur à la faculté de théologie de l'université de Louvain, en Belgique. Il a une expertise particulière dans les questions environnementales et sa réflexion oblige à repenser l'interaction entre foi et politique, entre théologie et spiritualité de la création.

La crise environnementale actuelle concerne toute la terre. Il nous faudra y faire face. En cela elle ouvre à la prise de conscience. Par exemple, la fonte des glaciers va poser le problème de l'alimentation en eau de villes – comme Lima au Pérou ou Denver aux États-Unis – qui captent leur eau à partir de glaciers. C'est ainsi que de grandes populations devront émigrer : 50 millions de personnes en 2020, selon les prévisions du commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés.

Il y a des perceptions différentes des problèmes à affronter car les effets de la crise se font sentir de façon très différente selon les points du globe. Alors, comment parler de cette crise à un niveau global, à un niveau planétaire, de telle manière qu'on puisse faire face ensemble ? C'est important de voir combien il est difficile de trouver des solutions puisque les perceptions de la crise sont si diverses.

Des aspects nouveaux

Jusqu'ici, la plupart des crises dans l'histoire de l'humanité ont été des crises localisables. Aujourd'hui encore, les problèmes environnementaux sont très souvent considérés comme purement locaux. En réalité, il s'agit du futur de la planète. Il ne faut plus penser en termes de région, mais au niveau de la planète entière. Le défi local se révèle être un défi global et la perception de la

dimension mondiale est essentielle pour mener à bien la lutte locale. Aujourd'hui, nous sommes devenus des habitants de la terre. Notre voisin, c'est quelqu'un qui vit en Inde, c'est quelqu'un qui vit en Asie, c'est quelqu'un qui vit au Mali, c'est quelqu'un qui vit en Bolivie.

Un autre élément de cette crise, est que ses dimensions sont complexes. La crise environnementale contient des crises sociales, des crises politiques, des crises économiques qui sont unies à cette crise environnementale. La crise économique que nous avons connue et connaissons est un exemple d'une crise qui se trouve proche de notre crise environnementale. Les abus d'un système économique qui cherche à produire toujours plus de gain, même là où on ne parvient plus à l'obtenir, font paraître les mêmes dynamiques que celles de la crise environnementale. Nous faisons comme si la terre pouvait nous donner beaucoup plus que ce qu'elle peut nous donner, et nous prenons de cette terre beaucoup plus que ce qu'elle peut offrir.

On peut penser pouvoir contrôler cette crise environnementale par la force militaire. C'est une question qui se pose très clairement en Europe ; nous allons connaître des migrations toujours plus grandes venant de l'Afrique ; c'est d'ailleurs déjà le cas. Mais, à un certain moment, je crains que l'Europe ne dise : « Comment est-ce qu'on peut arrêter cette immigration ? Le seul moyen qui sera d'abord proposé, ce sera l'utilisation de la force militaire pour bloquer cette immigration.

Il y a aussi des urgences qui sont en train de nous dépasser. Prenons l'exemple des réfugiés. Est-ce qu'il faut parler de migrants ou de réfugiés environnementaux ? Est-ce que ces gens ont le droit de se relocaliser autre part si dans leur pays l'environnement ne leur permet plus de vivre ? Aujourd'hui, le droit international ne sait pas répondre.

Certaines de ces complexités sont à peine compréhensibles. Les sciences dont nous avons besoin pour comprendre cette crise ne sont pas assez avancées. La science a conscience de ne pas pouvoir considérer tous les éléments et tous les phénomènes qui se passent. Ainsi il y a des phénomènes qui ne sont pas suffisamment pris en compte, comme la fonte du permafrost[1] qui va libérer une grande quantité de méthane, gaz qui va accélérer le réchauffement de la terre, beaucoup plus encore que le CO^2.

Pour un renouvellement des perspectives théologiques

Si je veux mettre cela en termes de théologie chrétienne, je poserais cette question : « Comment allons-nous construire une Église où nous pouvons vivre ensemble dans la perspective que Dieu nous a donnée ? » Il faudra discerner et décider ensemble quelles vont être les structures de l'Église – du vivre ensemble autour de Dieu – de l'avenir. C'est une question théologique cruciale. Qu'est-ce que Dieu désire pour la communauté de ceux qui vivent ensemble ? Quelle est la vision à laquelle nous pouvons nous accrocher ?

Si vous étudiez la terre, la planète, en vous limitant à certaines parties ou composantes de la terre, vous n'avez pas la terre entière. La terre en entier est plus que la somme de ses parties et composantes. Cela s'observe quand une espèce disparaît. Ce n'est pas seulement une espèce qui disparaît, c'est un chaînon dans la vie de cette terre qui disparaît et cela a des conséquences sur d'autres chaînons.

Si on se déplace sur le plan religieux et de la théologie, cela correspond à un changement des méthodologies théologiques très abstraites et qui viennent d'en haut, vers des théologies heuristiques[2], vers des théologies de discernement, des théologies qui essaient de découvrir comment Dieu se révèle maintenant, dans cette situation de crise, au milieu de nous. La réponse n'est pas encore faite.

Dans le monde occidental, nous voyons l'être humain comme l'être qui donne leur nom aux choses, qui règle, qui domine la nature. Peut-être faudra-t-il, en utilisant le concept de création, apprendre à voir non seulement cet être humain comme un élément qui domine la création, mais plutôt comme un être appartenant à une création qui est un monde plus grand. Ce n'est pas l'être humain en soi qui pense, c'est aussi la création qui s'est donné la capacité de penser en provoquant l'émergence de l'être humain.

Nous faisons comme si la terre pouvait nous donner beaucoup plus que ce qu'elle peut nous donner, et nous prenons de cette terre beaucoup plus que ce qu'elle peut nous offrir.

[1] Désigne le sol gelé en permanence. Le permafrost est un terme de géologie qui désigne un sol dont la température se maintient en permanence inférieure ou égale à 0°C, pendant une période de deux ans. On parle aussi de pergélisol.

[2] Qui sert à la découverte, notamment dans la recherche scientifique et épistémologique. (Larousse 2008)

spécial congrès Lyon 2011

Vie d'équipe : « Relire » le congrès en équipe, notamment avec ceux qui n'auront pas pu y aller

À notre prochaine réunion d'équipe, les moments forts du congrès seront encore très présents dans nos têtes. Mais tous ne les auront peut-être pas vécus. Nous aurons certainement envie de nous les rappeler et de les partager.

1er temps

Les événements intenses mêlent souvent l'émotion qu'on ressent et la richesse des contenus qu'on reçoit. Laissons s'exprimer les impressions et les sentiments que nous gardons du congrès pour prendre ensuite le temps de revenir attentivement sur les contenus qui nous ont particulièrement intéressés ou frappés, en veillant bien à échanger avec les non-participants de l'équipe.

N.B. Une équipe dont aucun membre n'aurait participé au congrès pourra aussi débattre des thèmes, en prenant le temps de lire auparavant les documents publiés à son sujet (Responsables, La Lettre, site Internet, La Croix…). Pourquoi pas inviter un témoin extérieur à l'équipe et qui aurait participé au congrès ?

- **Comment ai-je vécu le congrès ?**
- **Qu'ai-je ressenti, en positif ou en négatif, en relation avec le projet qu'il portait, ses aspects festifs, conviviaux, sa dimension spirituelle, les messages de solidarité, de frugalité, d'espérance… ?**
- **Concernant les conférences, témoignages, expériences présentées, quels sont les contenus qui m'ont marqué ?**
- **Ai-je été sensible à la perspective de changement – ou de rupture – qui est annoncée, à la simplicité, la modestie parfois, des initiatives présentées, en regard de l'ampleur des enjeux, signifiant que nous sommes tous concernés par ces exemples ?**
- **Comment ai-je perçu les paroles des grands témoins, décryptant la signification des changements qui s'annoncent ?**

2e temps

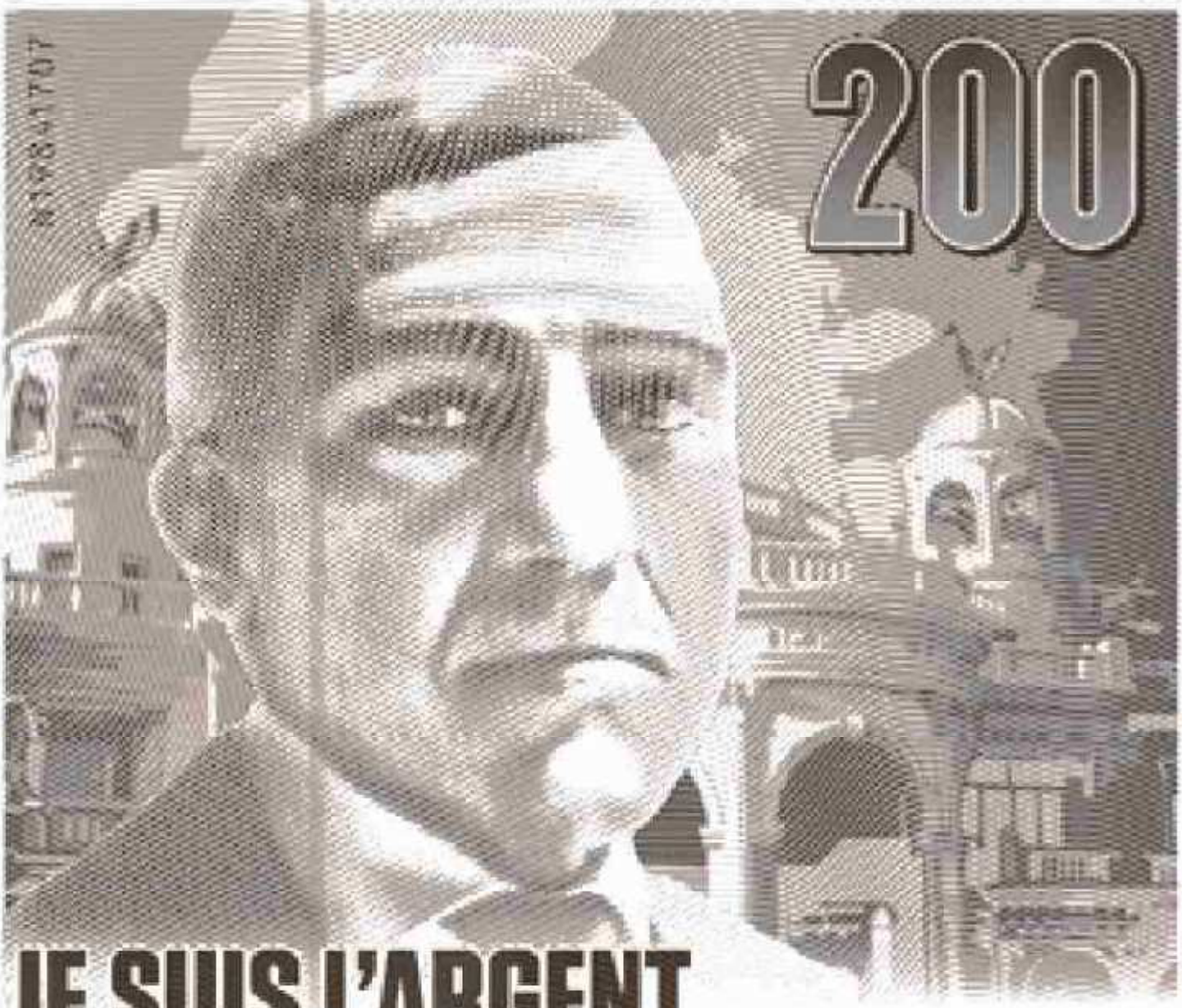
Passons de la relecture des messages forts du congrès à l'approfondissement de ce qu'ils signifient pour nous. Développons cette réflexion à l'aide du texte extrait d'un article de Cécile Renouard, « Attitudes spirituelles face à la crise », in *Christus* n° 227 : À la recherche d'un vivre ensemble durable

« En fin de compte, la crise que nous traversons actuellement et celles qui menacent la survie de notre planète sont – comme toute crise – des lieux de discernement. Habités par la mémoire de l'avenir, le Royaume de justice et de paix où Christ sera tout en tous, nous sommes invités à discerner les signes des temps et à chercher ensemble des voies d'humanisation. Dans un monde porteur de violence et d'immenses inégalités, la pédagogie du Ressuscité nous engage aux trois attitudes (suivantes) : le souci quotidien de l'autre proche, la priorité absolue donnée à la qualité des relations humaines et à l'inclusion de chacun, dans son unicité, dans une communauté de travail et/ou de vie ; l'effort – inspiré par la triple figure du prophète, du roi et du prêtre – pour inventer des structures politiques, économiques et sociales qui mettent au premier plan ces relations humaines et réduisent les inégalités matérielles aussi bien que relationnelles ; le dessaisissement, le dégagement joyeux enfin, la célébration intime et collective de Celui dont la force de vie nous entraîne et nous précède : … laisser l'Esprit ouvrir nos portes, convertir nos ambitions personnelles en aventures collectives, nous dégager de nos certitudes et de nos peurs, et croire en la possibilité d'inventer ensemble des projets porteurs d'espérance et de vie. Tout cela, nous le faisons comme chrétiens, mais aussi en collaboration étroite avec les hommes et les femmes de bonne volonté qui sont reliés invisiblement à la source qui nous irrigue tous. »

3e temps

- **Suite à ce congrès et à ces échanges, par quoi je me sens personnellement davantage concerné ?**
- **Quels sont les différents sujets qui pour moi présentent des vrais enjeux pour un avenir durable ?**
- **Comment je ressens la notion de rupture par rapport à nos modes de vie actuels ?**
- **Que puis-je faire, dans ma vie quotidienne, professionnelle, sociale, citoyenne, qui soit une participation plus directe à la construction de notre avenir commun ?**
- **Il ne s'agit pas tant de se situer par rapport à des actions globales (par exemple aux réformes de la gouvernance de nos sociétés), que d'exprimer des pistes pour un engagement, pour des actions concrètes à ma portée.**

Juliette et Benoît Noël, Christian Saurel



JE SUIS L'ARGENT. JE NE DORS JAMAIS MAIS J'AI QUAND MÊME DES RÊVES.

Votre argent peut servir vos convictions. Avec l'épargne solidaire, investissez dans des entreprises éthiques et liez votre épargne à des projets justes et solidaires.
Rendez-vous sur **aidonslargent.org**

200

CCFD TERRE SOLIDAIRE

Objectif : tous riches ?

Bien sûr, la pauvreté n'est pas éliminée, mais le livre de Julien Darmon montre que de grands progrès ont été réalisés par l'instauration d'une stratégie et la définition d'objectifs au niveau de l'ONU, de l'Europe (stratégie de Lisbonne) et de la France. Cela même si les Français ignorent les objectifs du millénaire, souvent ce qu'est réellement le RSA, ou que le gouvernement s'est fixé l'objectif de réduction d'un tiers de la pauvreté sur 5 ans… Quels définitions, indicateurs et mesures de la pauvreté ? Cela fait débat, mais il y a cohérence entre les ambitions des trois niveaux international, européen et national. Des résultats sont là…

Il semble bien que, pour Julien Damon, même sans sanctions, la fixation d'objectifs par la loi (en France depuis la loi sur le RSA) place cependant les politiques sous contrainte forte et oblige les pouvoirs publics à agir et à rendre des comptes.

Bernard Chatelain

Éliminer la pauvreté. Zéro pauvre, c'est possible ?
Julien Damon,
PUF, 2010, 246 pages, 15 €

Lumière du monde.
Le pape, l'Église et les signes du temps.
Benoît XVI, entretien avec Peter Seewald,
Bayard Centurion, 2010, 300 pages, 21 €

« L'Église n'impose **rien** à personne »

Le Pape ploie sous le poids de sa charge et souffre très profondément de la crise de l'Église, et des incompréhensions entre le monde et la foi. Dans son interview, Il ne se laisse pas dicter les réponses par le journaliste et tente de montrer que l'Église est proche des gens même si elle doit prioritairement témoigner du Christ, seul chef de l'Église, à tel point qu'il n'exclut pas une démission… Il s'appuie souvent sur les enseignements du Concile Vatican 2, mais on aurait aimé qu'il développe davantage la pensée de l'Église, notamment sur les responsabilités qui pourraient être confiées aux femmes, sur l'appartenance à l'Église des divorcés, sur la sexualité ou les moyens de lutter contre le relativisme ou la catastrophe globale qui semble si proche… Nombre de pasteurs et de fidèles se posent avec angoisse ces questions, même si aucune évolution n'est amorcée. C'est dans la foi et dans le partage de cette foi que des réponses pourront être trouvées, et « les évêques doivent s'interroger sur la manière dont on peut donner un nouveau cœur, un nouveau visage à la catéchèse »

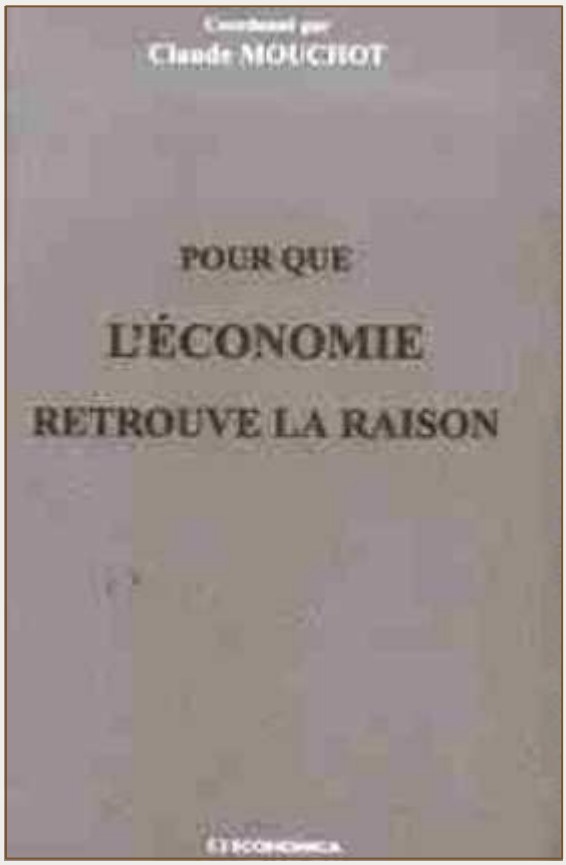
Bien sûr, les problèmes ne seront résolus que « si Dieu est au cœur et redevient visible dans le monde », mais nous avons à y participer. Comment ? Si nous devons adresser à l'humanité des « exigences supérieures », comment faire diminuer « l'aversion qui subsiste dans le monde occidental pour l'Église » ? Retenons surtout ce message : « l'Église n'impose rien à personne, elle ne présente pas un quelconque système moral. Que l'Église ouvre ses portes vers Dieu et donne ainsi aux gens ce qu'ils attendent le plus »… Nous en sommes partie prenante… Prions pour que l'Esprit anime les hommes qui ont été choisis pour participer au dicastère sur la nouvelle évangélisation…

B.C.

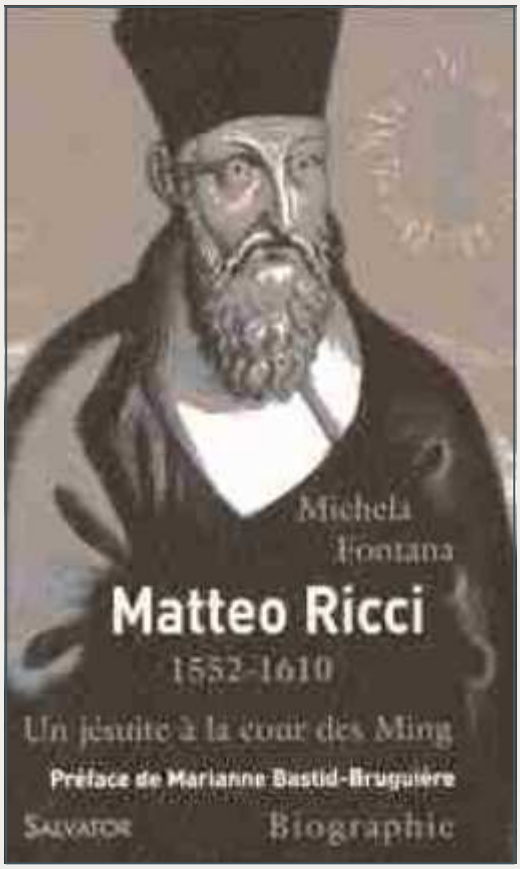
Éthique **et** pragmatisme

Il s'agit d'un ouvrage collectif coordonné par Claude Mouchot, réalisé notamment par Hugues Puel, dominicain, ancien animateur d' « Economie et Humanisme ». Après avoir montré comment la déraison actuelle de l'économie mène à l'impasse du toujours plus, à l'accroissement de la misère et à la violence, les auteurs s'attachent à faire comprendre « les raisons de cette déraison » : totalitarisme de la théorie économique actuelle qui veut régenter l'ensemble de la pensée à partir d'une vision complètement tronquée de l'homme. Il s'agit donc de reconstruire une raison économique à partir de la prise en compte du bien commun et des apports des sciences humaines. La première urgence est donc de rebâtir l'enseignement de la gestion. Il s'agit d'intégrer les diverses approches des philosophes afin que les futurs décideurs puissent sortir de la pensée unique imposée actuellement pour agir avec le discernement que nous n'aurions pas dû abandonner.

Bernard Chalelain



Pour que l'économie retrouve la raison
Coordonné par Claude Mouchot,
Economica, 2010, 232 pages, 23 €



Matteo Ricci, 1552-1610, un jésuite à la cour des Ming,
Michela Fontana,
Editions Salvator 2010,
456 pages, 29,5 €

Li Madou, un regard jésuite sur la Chine

Répondant à une interview de La Voix du Nord, Michela Fontana déclarait : « J'admire beaucoup l'homme Ricci, sa personnalité, sa patience, son histoire. Il m'a permis, avec ses yeux, de découvrir moi-même la Chine. J'ai découvert des similitudes à peine croyables entre sa Chine et la nôtre. Il a été un extraordinaire médiateur culturel entre la Chine et l'Europe. Sur sa mappemonde, c'est la Chine, l'« Empire du milieu » qu'il met au centre et non pas l'Europe... ». Ce propos résume parfaitement, me semble-t-il, le projet du livre et les découvertes qu'il permet. Il se lit comme un roman, nous plongeant dans l'ambiance de la Chine de la fin du XVI[e] siècle, nous initiant à cette culture si ancienne et si différente. Pourtant l'auteur ne cesse de se demander si Matteo Ricci l'a vraiment comprise et, par contrecoup, si nous sommes aptes à la comprendre aujourd'hui. Une limite cependant à ce travail : M. Fontana ne connaît pas la Compagnie de Jésus, ni ce qui l'anime. Elle se contente de quelques clichés à son sujet, laissant à la marge tout l'effort missionnaire de l'Ordre qui n'a cessé de piloter et soutenir Matteo Ricci dans sa mission. Matteo Ricci n'est pas un homme seul. L'ouvrage a reçu le grand prix de la biographie politique 2010.

Bernard Bougon s.j.

La lettre **internationale** du MCC

lettre.internationale@mcc.asso.fr

ÉDITO

LE CCFD fête ses 50 ans en 2011. Le MCC fait parti de la collégialité du CCFD. C'est donc pour tous ses membres un lieu privilégié à l'ouverture au monde et à la solidarité. C'est également un lieu d'Église, riche de la diversité des mouvements représentés. Sommes-nous attentifs à ce que nous propose le CCFD dans nos secteurs et notre équipe ? Savons-nous aussi apporter notre regard d'hommes et de femmes en responsabilité dans le monde de l'entreprise ? Que 2011 soit pour nous l'occasion de renouveler et renforcer notre appartenance à 50 ans d'Église solidaire.

Olivier Vasseur

CCFD TERRE SOLIDAIRE

Une solution pour mettre fin aux paradis fiscaux

À moins d'un an du sommet du G20 sous présidence française en novembre 2011, le CCFD-Terre Solidaire lance une campagne intitulée : « Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux. » Il propose que les multinationales déclarent et publient leur bénéfice et les impôts qu'elles payent dans les pays où elles créent effectivement leurs richesses. Une telle ransparence permettra de prévenir la fraude et l'évasion fiscale massive. Informez-vous et rejoignez cette campagne sur : www.aidonslargent.org

800 milliards	évadés des pays du sud chaque année
125 milliards	de recettes fiscales en moins pour les pays du sud
30 milliards	suffiraient à éradiquer la faim dans le monde

« Droits fondamentaux et gouvernance »

Ce sera le thème d'animation du CCFD-Terre Solidaire pour l'année 2010 – 2011. Le CCFD-Terre Solidaire de votre région organisera des rencontres sur ce thème. Renseignez-vous auprès du délégué MCC à l'équipe d'animation diocésaine du CCFD-Terre Solidaire pour y participer. Confronter son point de vue et son expérience avec d'autres mouvements ou d'autres milieux est une contribution nécessaire et profitable à tous.

En mars 2011, **le CCFD**-Terre Solidaire **aura 50 ans**

De grands rassemblements auront lieu à cette occasion partout en France.

Samedi 5 mars : Une veillée œcuménique à la Basilique Saint-Denis (93). Point de convergence pour les jeunes d'Île-de-France, elle mêlera la prière à différentes formes d'expression artistique (Glorious, slam, chorale sénégalaise…)

Dimanche 6 mars : Une célébration solennelle à Notre-Dame de Paris, présidée par le cardinal Vingt-Trois, président de la Conférence épiscopale française. Retransmise par l'émission *Le Jour du Seigneur* consacrée aux 50 ans du CCFD-Terre Solidaire.

Du 5 mars au 3 avril : Dans toute la France, des manifestations festives permettront de rencontrer les bénévoles, les représentants des mouvements et services d'Église, des salariés qui, sur le terrain, sont les acteurs de l'éducation au développement et à la solidarité internationale. Au programme : des animations grand public, animations de rues, village de la solidarité internationale, caravanes du partenariat, Bouge ta Planète, spectacles, célébrations… Le site du CCFD-Terre Solidaire se fera l'écho de ses événements.

ZOOM

Les droits fondamentaux, qu'en dit l'Église ?

Extrait de l'article de Marie-Laure Dénès, dominicaine, Plaquette de Carême 2011 du CCFD.

« (…) Pour l'Église, les droits fondamentaux sont en premier lieu fondés sur l'affirmation que l'homme et la femme sont créés à l'image et à la ressemblance de Dieu (Gn 1,26). (…) Cette affirmation biblique revêt un caractère révolutionnaire en conférant à toute personne une dignité du simple fait d'être homme ou femme. Mais, pendant très longtemps, cela ne s'est pas traduit par l'attribution de droits individuels. (…) (Si) Pie VI condamne en 1791 la Déclaration de 1789, (…) les premiers pas d'une réconciliation possible entre la tradition moderne des droits de l'homme et la tradition chrétienne des droits de la personne seront posés par Léon XIII dans l'encyclique *Rerum Novarum* (1891) et par Pie XI et Pie XII dans leurs interventions contre les totalitarismes. Mais il faudra attendre Jean XXIII et l'encyclique *Pacem in Terris* (1963), suivie du Concile Vatican II, pour voir clairement et définitivement intégrés ces droits dans la pensée sociale de l'Église. Elle va s'en faire alors l'un des plus ardents défenseurs. Ce combat sera incarné par Jean-Paul II, qui évoquera la déclaration de 1948 comme « l'une des plus hautes expressions de la conscience humaine aujourd'hui ».

Il va préciser les fondements de combat.(...) Non seulement l'homme et la femme sont crées à l'image de Dieu, mais en la personne du Christ, Dieu a pris sur lui une fois pour toute tout ce qui est humain, conférant ainsi à chacun un dignité unique. (…) les droits de l'homme ne sont donc ni circonstanciels, ni idéologiques. (…) S'appuyant sur ces éléments, Jean-Paul II ne cessera d'affirmer l'universalité des droits de l'homme, qui ne souffre aucune exception, et leur indivisibilité ; « aucun droit humain n'est assuré si l'on ne s'engage à les protéger tous.

Quand on accepte sans réagir la violation de l'un quelconque des droits humains fondamentaux, on met en péril tous les autres ». (…) Servir la dignité et la paix, valeurs centrales du christianisme, voilà ce qui fonde, aujourd'hui encore, le combat des chrétiens en faveur des droits de l'homme selon des modalités différentes en fonction des contextes : respect des migrants, lutte contre la traite des êtres humains, présence en milieu carcéral, reconnaissance des Dalits, développement… La liste est longue et non exhaustive des terrains d'action où les chrétiens, ici, sont engagés avec toutes les personnes de bonnes volontés.

Extrait du message de Mgr Bernard Housset, président du Conseil pour la solidarité à l'occasion des 50 ans du CCFD

Plus que jamais, le CCFD a sa raison d'être. Plus que jamais, le CCDF a toute sa place dans notre Église de France. (…) Je vous invite particulièrement à continuer d'avancer sur deux points. Tout d'abord, l'éducation ici au développement (…). Il s'agit non seulement de sensibiliser notre opinion publique mais de former à un développement humain authentique, c'est à dire durable ou soutenable et solidaire.

Beaucoup ne se rendent pas encore compte que, si nous voulons avancer sur la voie d'une authentique développement humain sur le plan mondial, nous sommes appelés à remettre en cause notre propre modèle occidental.

C'est la responsabilité historique de nos générations que de chercher ensemble un nouvel art de vivre ici et là-bas, aujourd'hui pour demain. Par des comportements individuels et des décisions politiques.

Un art de vivre qui réoriente nos manières de produire et de consommer en visant la sobriété (…) et qui lutte pour un nouveau contrat social au niveau mondial pour une production et un partage économiques dans la justice en faveur de tous les membres de la famille humaine, y compris les plus démunis.

CCFD
TERRE
SOLIDAIRE

STÉPHANE DUCLOYER, UNE TRANQUILLE DÉTERMINATION

Un regard tourné vers l'avenir

Présent depuis 18 mois au Bureau national du MCC, Stéphane Ducloyer, ingénieur motoriste de 36 ans, basé en région parisienne, s'est investi activement dans la préparation des Forums du congrès de Lyon 2011. Portrait.

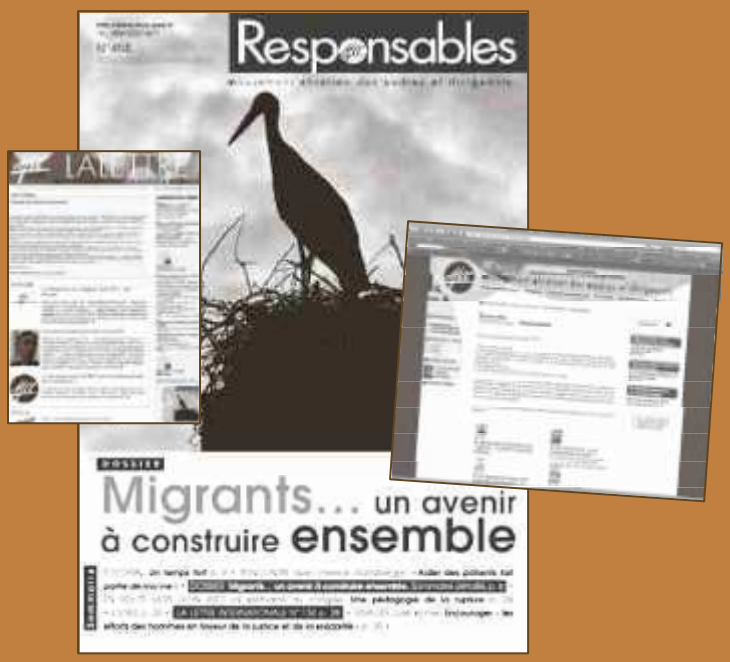
20h ce soir de décembre parisien. Alors qu'un vent glacé s'engouffre entre les tours bordant le parvis de la Défense, Stéphane Ducloyer attend patiemment, fidèle au rendez-vous qu'on lui a « proposé ». Au terme d'une journée de travail sûrement bien remplie, et profitant d'une soirée… sans réunion MCC, le jeune ingénieur a accepté de se laisser « brosser le portrait », sa modestie et la retenue qui l'habitent dussent-elles en souffrir.
« Surtout, il faut mentionner que c'est un travail collectif », prévient-il d'emblée, citant scrupuleusement, et sans en oublier aucune, les « chevilles ouvrières » qui ont œuvré avec lui à l'organisation des Forums du congrès. Mandaté par le Bureau national (dont il est membre depuis 18 mois) pour coordonner l'un des enjeux majeurs du week-end lyonnais, Stéphane Ducloyer est tel qu'on aime à l'imaginer dans le milieu professionnel : calme et réfléchi, soucieux d'être au plus juste, conciliant attention à l'autre et critères de rentabilité. « Ces deux aspects ne sont pas forcément contradictoires, je le constate chaque jour dans mon travail » assure cet ingénieur civil des Mines de 36 ans, qui travaille pour le compte d'un grand constructeur automobile.
À la tête d'une équipe de 80 personnes (40 salariés et tout autant de prestataires extérieurs), Stéphane Ducloyer a aujourd'hui quitté son secteur technique d'origine (l'étude du développement des moteurs), rejoignant des projets plus transversaux de management.
Pour bien négocier ce virage à 180 degrés, l'ingénieur motoriste peut compter sur ses expériences à l'étranger. D'abord à Greenville, en Caroline du Sud (États-Unis), « une région où l'on imagine aisément qu'ait pu être tourné le film ``Autant en emporte le vent'' », glisse t-il dans un petit sourire. Là-bas, il découvre un « pays-monde » qui rompt « avec l'image que l'on peut s'en faire traditionnellement en Europe ».
Puis à Munich, en Allemagne : « À la base, ce n'est pas le pays qui fait le plus rêver, mais j'y ai découvert une véritable qualité de vie, et un sens plus développé du collectif qu'en France. »
C'est d'ailleurs depuis Munich que Stéphane avait rallié Marseille pour participer au précédent congrès du MCC, en 2006. Sur place, il avait retrouvé Pajenvol, son équipe parisienne MCC à laquelle il est fidèle depuis 10 ans. Forcément, il vivra le congrès lyonnais différemment. Conscient que « le Mouvement ne peut plus rejoindre les jeunes générations à la manière d'autrefois », il retient un des fruits de la préparation de Lyon 2011 : la coopération entre « des aînés » forts de leur expérience et des jeunes qui avaient des idées neuves à apporter. De ce congrès, il attend « une ouverture vers ce qui se fait de nouveau, et qui sort de la routine ».
« On ne peut pas se contenter de gérer le présent. Il faut préparer demain, si l'on ne veut pas être condamné à disparaître », souligne-t-il encore, avec calme mais détermination. Pas de doute, chez Stéphane Ducloyer, le regard est tourné vers l'avenir. Et si l'œil du jeune motoriste s'attarde, quand il en a le temps, dans le rétroviseur, c'est seulement pour revisiter les grands auteurs classiques, de Molière à Proust en passant par Stendhal.
Et pour apprécier la modernité de leur propos. ●

D. R.

Pierre-Olivier Boilon

Abonnez-vous !

En supplément de *Responsables* six fois par an, vous recevrez *La Lettre* mensuelle électronique pour ne rien perdre des dernières *News* du MCC…



- « *Responsables* est un carrefour d'expériences et de réflexions, il me fait voir l'avenir, le mien et celui de l'humanité, d'un œil neuf. Merci. »
  Jean M.…

- « J'ai découvert que *Responsables* est une vraie richesse à la disposition de tous. Je souhaite donc au plus grand nombre le temps de le lire et d'y trouver le courage d'agir. »
  Claire B.…

- « Couplé avec *La lettre du MCC*, *Responsables* me met au contact de ceux qui cherchent, comme moi, à relever les défis de notre époque. Je l'attends avec impatience. »
  Étienne S.…

Dans le prochain numéro 410 mars/avril 2011

DOSSIER Inventer un avenir commun, responsables d'une espérance durable (2)…

Responsables

À renvoyer accompagné du règlement par chèque à l'ordre de l'USIC :
à ***Responsables*** abonnements
MCC - 18, rue de Varenne
75007 Paris Tél. : 01 42 22 59 57.
journal.responsables@mcc.asso.fr

❑ **OUI, je m'abonne à *Responsables***

❑ **OUI, j'offre un abonnement à :**

Abonnement en ligne :
www.mcc.asso.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code Postal : ..... Ville : .....

e-mail (pour recevoir *La lettre*) : .....

Membre du MCC ❑ oui ❑ non ❑ Sympathisant Autre : .....

Tarifs :

❑ 46 € (1 an) ❑ 51 € (UE 1 an)
❑ 61 € (étranger/ par avion 1 an)
❑ 51 € (abonnement de soutien 1 an)
❑ 100 € (abonnement de bienfaiteur 1 an)
Prix au numéro : 9 € (10 € étranger)

Date et signature obligatoires :

❑ Conformément à la législation en vigueur vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des informations vous concernant (art.34 de la loi Informatique et Liberté) enregistrées sur la base de données du MCC en vous adressant au secrétariat du MCC. Par notre intermédiaire vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés et organismes. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de cocher la case ci-contre.

mouvement chrétien des cadres et dirigeants

Prière du congrès MCC Lyon 2011

Béni sois-tu, Père, source de tout bien et de toute vie.
Tu donnes à notre mouvement la joie de se rassembler.
Béni sois-tu, Père, dont l'amour s'est révélé dans l'offrande de ton Fils.
Béni sois-tu, Père, dont le désir est de faire alliance avec tout homme ;
Tu nous as confié un monde très diversifié et bien tumultueux.
Tu nous donnes de contempler les beautés de ta création
où les initiatives de nos frères nous émerveillent,
même si les certitudes d'hier paraissent éteintes
et les bourgeons d'avenir pas encore éclos.
Donne-nous l'audace de nous engager
sur des chemins d'espérance.

Seigneur Jésus, au jour de ta résurrection,
Tu as inauguré un monde nouveau,
Ton règne d'amour pour tous les hommes.
Tu sais bien, ô Christ, que notre époque est en travail de naissance.
Alors nous crions vers toi.
Apprends-nous à déceler aujourd'hui
dans les tristesses et les malheurs,
dans les souffrances et les peurs,
les petites pousses de l'Espérance
pour que nous les mettions en lumière.
Donne-nous le courage et la volonté d'explorer ensemble
de nouveaux chemins de justice, de solidarité et de fraternité,
car c'est en Toi que tout homme et toutes nos entreprises humaines
trouvent leur accomplissement.

Esprit Saint, Tu es l'amour entre le Père et le Fils,
Tu es l'amour entre les hommes.
Donne-nous ton Souffle pour trouver la force
de traverser les dangers qui nous assaillent.
Donne-nous ta Lumière
pour diriger nos pas sans crainte vers l'avenir que Tu nous donnes,
pour rassembler dans notre marche et réunir
tous ceux qui portent l'Espérance.
Viens Esprit créateur,
viens des quatre vents,
viens renouveler la face de la terre,
viens habiter le cœur de l'homme.

La commission liturgique,
le bureau national et
l'équipe de préparation
du congrès MCC Lyon 2011